

LE CANADIEN DANS LA TOURMENTE > NOS CHRONIQUEURS FONT LE POINT



« *Quel horrible gâchis. Et ça ne fait probablement que commencer.* »
 JEAN-FRANÇOIS BÉGIN **SPORTS** PAGE 2



« *Gillett est loin d'être le seul à s'être fait surprendre par la crise du crédit. Mais ce n'est pas la première fois.* »
 SOPHIE COUSINEAU **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE 5



Un changement profond à prévoir RÉJEAN TREMBLAY **SPORTS** PAGE 3 > NOTRE ÉDITORIAL **FORUM** PAGE A20

OSM
 Nagano : « Un grand pas vers le futur », malgré la réduction des budgets

NOTRE ENTREVUE ET LA PROGRAMMATION DE LA PROCHAINE SAISON
ARTS ET SPECTACLES
 PAGES 1 ET 5



Kent Nagano

MARC CASSIVI À TABLE AVEC... MARIE-NICOLE LEMIEUX

« Il y a des préjugés insidieux liés à l'opéra. »
ARTS ET SPECTACLES
 PAGE 3



Marie-Nicole Lemieux

PIERRE FOGLIA
Cinéma
 PAGE A5

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
 Est-ce pour convaincre Guy Laliberté d'acheter l'équipe que le Canadien joue comme des clowns?
 Venez voir mon blogue!
 cyberpresse.ca/laporte

cyberpresse.ca

LA PRESSE

DOSSIER > ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES DES PROFS À LA RECHERCHE DE LA POMME POURRIE

Depuis 2006, les écoles du Québec scrutent le passé de leur personnel pour débusquer les pédophiles. Des dizaines de milliers d'enquêtes plus tard, un constat : il y a des pommes pourries dans le réseau. Mais elles sont rares. Des erreurs de parcours d'autre nature reviennent toutefois hanter des enseignants. Au grand dam des syndicats.

MARIE ALLARD PAGES A2 ET A3



PHOTOMONTAGE, LA PRESSE

CASINO : LA CARTE DE LA RÉNO

Loto-Québec investit 305 millions dans le parc Jean-Drapeau et espère ainsi répondre à la concurrence de l'Ontario et du New Jersey. Tout en créant jusqu'à 3400 emplois sur quatre ans.
L'AMBITIEUX PROJET EN CHIFFRES EN PAGE A7



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

EXCLUSIF
GOVERNEMENT DU QUÉBEC
 UN AUTRE PROJET D'INFORMATISATION DÉFONCE BUDGET ET ÉCHÉANCIER
 DENIS LESSARD PAGE A6

SUNCOR AVALE PETRO-CANADA

La transaction s'élève à **18 milliards**
 Les géants en chiffres et notre analyse
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 ET 8



CRISE : enfin de bonnes nouvelles
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 À 3

Sirop d'érable > Le goût du luxe



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

La production de sirop d'érable décline au Québec. Et le prix monte. De quoi inquiéter une industrie qui a peur de perdre des marchés. De quoi inciter aussi des petits propriétaires qui ne vendaient qu'aux amis à commercialiser leur sirop. Portrait de la situation, **STÉPHANIE BÉRUBÉ** PAGE A14.
LA CABANE À SUCRE, SELON MARTIN PICARD MARIE-CLAUDE LORTIE PAGE A15

URL : <http://www.boisfranc.com>

milieu de vie • photos maisons témoins modèles d'habitations

Arrondissement de Saint-Laurent

À PARTIR DE **281 900 \$** TAXES INCLUSES

maisons en rangée maisons jumelées condominiums

J'ai trouvé!

CENTRE INFO BOIS-FRANC
 2505, rue des Nations # 100
514.333.3066

SERVICES IMMOBILIERS Promoteur du plan directeur **BOMBARDIER**

www.boisfranc.com

LE PERSONNEL SCOLAIRE SCRUTÉ À LA LOUPE

CHASSE AUX SORCIÈRES OU VÉRIFICATIONS LÉGITIMES?

Les écoles du Québec sont en train d'examiner les antécédents judiciaires de tout leur personnel, dans le but de débusquer les pédophiles. Après des dizaines de milliers d'enquêtes, 18 cas douteux de profs et futurs profs ont été signalés à la ministre de l'Éducation. Mais bien d'autres infractions moins graves sont rapportées aux employeurs.



MARIE ALLARD

Pour assurer la sécurité des enfants, le milieu scolaire québécois est en train d'examiner le passé de tout son personnel. Les antécédents judiciaires des enseignants, secrétaires, concierges, employés de cafétéria, chauffeurs de bus, même des bénévoles sont répertoriés par la police. Coût des vérifications: près de 6 millions payés par le ministère de l'Éducation depuis septembre 2006, a appris *La Presse*.

Une vingtaine de cas douteux d'enseignants – ayant notamment commis des infractions à caractère sexuel – ont été rapportés à la ministre Michelle Courchesne. Mais bien d'autres faux pas (conduite avec facultés affaiblies, possession de drogue, fausse déclaration à l'impôt, pouvant dater de nombreuses années) sont signalés aux employeurs, au grand dam des syndicats, qui doutent de la pertinence de ces enquêtes.

« On est dans une espèce de psychose de la sécurité, dans la triste ère post-2001, a dénoncé Pierre St-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement. L'intention derrière tout ça, c'est d'exclure les pédophiles, et ce n'est pas remis en question. Mais on a étendu les vérifications à un niveau tel que c'en est presque ridicule. »

multiples vérifications en cours

Depuis l'entrée en vigueur de nouvelles mesures en septembre 2006, les vérifications se sont multipliées. À l'embauche, le passé de toute personne « régulièrement en contact » avec des élèves mineurs doit obligatoirement être regardé à la loupe par les commissions scolaires et écoles privées. Avant d'accorder une autorisation d'enseigner, le ministère de l'Éducation fait aussi faire une vérification par la Sûreté du Québec, si bien que le passé d'un nouveau prof est examiné deux fois.

Ce n'est pas tout: le personnel (nouveau et ancien) des écoles doit aussi signaler, dans les 10 jours, toute nouvelle infraction criminelle ou pénale, tant à son employeur qu'au Ministère.

Quant aux employés déjà en poste, qui n'ont pas com-

mis de nouvelle infraction, les employeurs ne sont pas obligés de vérifier leur passé. Mais la plupart le font systématiquement, a constaté *La Presse*. « C'est évident qu'il y a une très grande détermination dans le réseau scolaire de vérifier les antécédents judiciaires, a confirmé Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires. Mais ce

« On a quelqu'un qui n'a pas eu son contrat renouvelé pour une fausse déclaration à l'impôt. C'est pousser un peu loin. »

– Manon Bernard, présidente de la FSE

n'est pas une chasse aux sorcières, les commissions scolaires le font correctement. » Des collègues privés vérifient aussi les antécédents de tous leurs employés, a indiqué Auguste Servant, porte-parole de la Fédération des établissements d'enseignement privés.

Contrat pas renouvelé pour avoir fraudé l'impôt

Christine Fournier, présidente du Comité central des parents de la CSDM, se réjouit du zèle des

employeurs. « C'est sécurisant pour un parent de savoir que la personne qui est avec son enfant n'a pas de dossier criminel ou que celui-ci n'est pas en lien avec sa tâche », a-t-elle commenté.

Manon Bernard, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, est « en accord avec le principe de protection des enfants ». Mais elle juge que des exceptions auraient dû être prévues. « Tu peux te retrouver à devoir déclarer des tickets de stationnement ou une infraction au Code de la sécurité routière, a-t-elle illustré. Parfois, ce sont des choses que tu as oubliées et qui n'ont pas de lien avec l'emploi. » Or, avoir omis de déclarer un antécédent peut justifier un congédiement.

fraudé l'impôt avait peut-être manipulé de l'argent dans son travail et que le lien de confiance avec son employeur était peut-être rompu.

Le processus « ouvre la porte à l'arbitraire, a regretté Pierre St-Germain. Une direction qui a pris quelqu'un en grippe pourrait invoquer un incident anodin du passé, qui n'a peut-être pas été déclaré », pour sévir. La FAE, qui compte neuf syndicats d'enseignants, n'a toutefois reçu aucune plainte jusqu'à maintenant.

Tolérance zéro pour la drogue

Antoine Cloutier, futur professeur de maths de 19 ans, sait qu'il devra montrer patte blanche pour enseigner. « Je crois que c'est légitime puisque c'est pour assurer la sécurité de nos enfants et de nos adolescents », a-t-il dit.

Mais est-ce qu'un prof qui aurait été condamné une fois pour possession de cannabis, par exemple, devrait être écarté de la profession? « Ça dépend, a-t-il nuancé. S'il s'est fait prendre quand

il était au secondaire, alors qu'il y a une pression sociale pour essayer, c'est moins grave que s'il s'est fait prendre alors qu'il était à l'université. Il faut que ce soit du cas par cas. »

Or, « certaines commissions scolaires se donnent des politiques de tolérance zéro en matière de drogue », a souligné Denis Pouliot. « Compte tenu que les enseignants constituent un exemple pour les élèves, un haut niveau de probité est exigé d'eux », a-t-il ajouté.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Christine Fournier, présidente du Comité central des parents de la CSDM, se réjouit de la vérification des antécédents judiciaires en cours dans le milieu de l'éducation.

Plus de 16 500 vérifications faites par la police de Montréal

MARIE ALLARD

Les écoles tiennent la police de Montréal occupée. Plus de 16 500 vérifications d'antécédents judiciaires ont été faites par le SPVM à la demande des commissions scolaires et collègues privés de son territoire depuis juin 2006.

Au secteur public, 815 des 10 965 enquêtes – soit 7,4 % – ont révélé un antécédent judiciaire. Au privé, 328 des 5554 enquêtes – soit 5,9 % – en ont révélé. « Ça comprend toutes les infractions pénales et criminelles et toutes les causes pendantes, a expliqué Sylvie Bujold, chef de section au SPVM. C'est la commission scolaire ou l'école privée qui fait l'analyse du lien avec l'emploi. »

La Presse a contacté sept commissions scolaires de la région de Montréal pour faire le point sur la vérification des antécédents judiciaires. À la Commission scolaire de Montréal, « il y a environ 350 employés qui possèdent des antécédents judiciaires » sur 17 000, a indiqué Alain Perron, porte-parole de la CSDM. Seuls les antécédents de cinq d'entre eux ont été jugés en lien avec leur fonc-

tion. « Il y a eu deux cas où on en a informé la ministre de l'Éducation et trois autres dossiers sont étudiés à l'interne », a-t-il précisé.

Deux bénévoles écartés à Marguerite-Bourgeoys

À la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, (ouest de l'île de Montréal) la vérification des antécédents des 7000 employés n'est pas terminée.

À la Commission scolaire de Montréal, « il y a environ 350 employés qui possèdent des antécédents judiciaires » sur 17 000.

L'examen du passé des 301 bénévoles est toutefois terminé, ce qui a révélé 11 cas d'antécédents judiciaires, dont deux jugés incompatibles avec leur rôle de bénévole. « Ces personnes n'ont pas été engagées comme bénévoles », a précisé Brigitte Léonard, porte-parole de la CSMB.

La commission scolaire des Patriotes, de Saint-Bruno-de-Montarville, a procédé à 5876 vérifications. En excluant les infractions au Code de la sécurité routière, seuls neuf cas d'antécédents judiciaires ont été trouvés. Ils ont tous été jugés sans lien avec la fonction des personnes concernées.

La commission scolaire Marie-Victorin, de Longueuil, a achevé à 95 % ses vérifications, mais a refusé de donner le nombre de cas litigieux. « On a un malaise avec cette question », a dit Catherine Giroux, porte-parole de la CSMV.

« Nous n'avons pas de statistiques à cet effet », a indiqué Christiane St-Onge, secrétaire générale de la commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, qui couvre l'est de Montréal. Enfin, les commissions scolaires de Laval et de la Seigneurie-des-Mille-Îles (Saint-Eustache) ont dit avoir besoin de davantage de temps pour répondre à notre requête, envoyée le 12 mars.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bourses	AFFAIRES 10 et 11
Décès	AFFAIRES 14
Forum	A 21 et 22
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 12 et SPORTS 5
Monde	A 18 et 19
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 12
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé. Vents légers, maximum 3, minimum -7. AFFAIRES 14

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca



LE PERSONNEL SCOLAIRE SCRUTÉ À LA LOUPE



PHOTO STEVE DESCHÉNES, LE SOLEIL

Les vérifications vont trop loin, selon Manon Bernard, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement. «Des exceptions auraient dû être prévues», par exemple pour ne pas avoir à déclarer des infractions au Code de la sécurité routière, a-t-elle fait valoir.

Une vingtaine de cas de profs ou de futurs profs douteux

MARIE ALLARD

Une vingtaine de cas d'enseignants et de futurs enseignants ayant des antécédents judiciaires douteux, provenant de tout le Québec, ont été signalés à la ministre de l'Éducation depuis septembre 2006.

Les écoles publiques et privées ont informé Michelle Courchesne de six cas de professeurs (titulaires d'une autorisation d'enseigner) ayant, à leur avis, des antécédents en lien avec leurs fonctions, a appris *La Presse* grâce à une demande d'accès à l'information. Un comité d'experts formé par la ministre a conclu que les infractions étaient bel et bien en lien avec leur fonction dans trois cas. «Pour les trois cas, il s'agit d'infractions à caractère sexuel», a indiqué Stéphanie Tremblay, agente d'information au ministère de l'Éducation.

Parmi ces trois enseignants ayant commis une infraction à caractère sexuel, un a vu son autorisation d'enseigner révoquée. Le cas du second est évalué par un comité d'enquête.

Le dernier cas «est à l'étude par la ministre», qui étudie la pertinence de le référer au comité d'enquête, a indiqué Paul Rémillard, directeur du bureau d'accès à l'information du ministère de l'Éducation (MELS).

Ce n'est pas tout: la ministre de l'Éducation a aussi fait faire près de 15 000 vérifications d'antécédents judiciaires par la Sûreté du Québec, essentielle-

Les écoles ont informé Michelle Courchesne de six cas de professeurs ayant, à leur avis, des antécédents en lien avec leurs fonctions.

ment de futurs profs demandant une autorisation d'enseigner. Du lot, 1214 vérifications ont révélé des antécédents judiciaires. La plupart (1003 cas) étaient des infractions pénales (majoritairement des infractions au Code de

la sécurité routière). Moins de 200 infractions étaient criminelles (surtout des cas de conduite avec facultés affaiblies) et jugées sans lien avec leur fonction. Il reste 12 cas problématiques de futurs profs ayant commis des infractions criminelles liées à leur métier.

Il a été impossible de connaître précisément le sort de ces 12 futurs profs au passé judiciaire douteux. Le MELS a transmis les informations concernant l'ensemble des 18 cas problématiques (6 profs et 12 futurs profs). Au total, sept dossiers ont mené à une révocation, deux à une restriction ou à une suspension, quatre sont étudiés par un comité d'enquête et cinq ont mené au «report de l'étude».

Parmi les 18 cas litigieux, toutes les personnes en emploi ont été suspendues «jusqu'à ce qu'une décision soit rendue», a assuré M^{me} Tremblay.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: marie.allard@lapresse.ca

DES DIZAINES DE MILLIERS D'ENQUÊTES

Le passé de pratiquement tout le personnel scolaire du Québec – sans compter les bénévoles – est en train d'être étudié. Ce qui fait beaucoup d'enquêtes: on compte **115 000** employés équivalent temps plein dans les commissions scolaires. À cela, il faut ajouter le personnel des collèges privés et les bénévoles. Les antécédents judiciaires de tous ceux qui sont régulièrement en contact avec des mineurs sont examinés.

VÉRIFICATION

DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

1. VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES DES PROFS ET FUTURS PROFS FAITES PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Nombre total des vérifications: **14 796 personnes**

Nombre de cas avec antécédents judiciaires: **1214 personnes**

- dont **1003 personnes** ayant commis une infraction pénale (majoritairement des infractions au Code de la sécurité routière)
- dont **193 personnes** ayant commis une infraction criminelle (surtout conduite avec facultés affaiblies) jugée sans lien avec la fonction
- dont **18 personnes** ayant commis une infraction criminelle jugée en lien avec leur fonction par le comité d'experts ou la ministre

Parmi les 18 cas ayant des antécédents judiciaires jugés en lien avec leur fonction, on compte 6 profs et 12 futurs profs

- **7 dossiers** ont mené à une révocation
- **2 dossiers** ont mené à une restriction ou à une suspension
- **4 dossiers** sont étudiés par un comité d'enquête
- **5 dossiers** ont mené au «report de l'étude»

Note: vérifications faites par la Sûreté du Québec (SQ) à la demande de la ministre de l'Éducation, de septembre 2006 à décembre 2008. D'autres vérifications sont faites par les commissions scolaires et collèges privés.

Source: ministère de l'Éducation

2. LE COÛT DES VÉRIFICATIONS

1. **846 248 \$**: ce que le ministère de l'Éducation a payé à la SQ depuis septembre 2006
2. **4 767 612 \$**: ce que le Ministère a remboursé aux commissions scolaires pour les frais entraînés par les vérifications depuis septembre 2006
3. **56 792 \$**: ce que le Ministère devra bientôt payer à la SQ pour 916 vérifications pas encore facturées

Total: 5 670 652 \$

Coût pour chaque vérification faite par la SQ en 2008: 62 \$ par personne

Source: ministère de l'Éducation

3. ENQUÊTES FAITES PAR LE SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL (SPVM)

De juin 2006 à décembre 2008

Pour les commissions scolaires:

10 965 enquêtes dont 815 positives

Pour les écoles privées:

5554 enquêtes dont 328 positives

Note: une enquête est «positive» quand la personne a un antécédent judiciaire, peu importe lequel

Source: SPVM

4. INFRACTIONS «SUSCEPTIBLES DE RETENIR L'ATTENTION» DE LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Les infractions avec violence, à caractère sexuel, liées au vol ou à la fraude, relatives à la conduite de véhicules, liées aux drogues, faisant craindre une atteinte à l'intégrité et à la sécurité des élèves mineurs sont «susceptibles de retenir l'attention» de la ministre de l'Éducation.

Source: La vérification des antécédents judiciaires, Document d'information à l'intention des demandeurs et des titulaires d'une autorisation d'enseigner, ministère de l'Éducation, 2008.

DES ACCUSÉS SANS CASIER JUDICIAIRE

Richard Doucet, ex-enseignant de l'école privée Selwyn House de Westmount, fait face à plus de 230 accusations de pornographie juvénile aux États-Unis. Lors de son embauche en 1999, le directeur de Selwyn House avait fait une vérification des antécédents judiciaires de M. Doucet. Cela n'avait rien révélé de douteux. Il y a un an, Henri Fournier, enseignant dans une école primaire de Châteauguay, a été accusé d'agressions sexuelles sur 19 fillettes. Il n'avait aucun antécédent judiciaire, si bien que la vérification en cours n'aurait pas pu l'épingler. Même scénario dans le cas de Régent Harding, prof d'éducation physique de Charny reconnu coupable de tentative de voyeurisme en 2008. Il avait été surpris à regarder dans le vestiaire des filles de son école, debout sur une table. Lui non plus n'avait pas d'antécédents judiciaires. Kenneth Healy, enseignant de Saint-Étienne reconnu coupable de voies de fait contre un élève de 8 ans en 2007, n'avait pas non plus d'antécédents.

Sources: *La Presse*, *La Presse Canadienne*, *Le Soleil*



ACTUALITÉS

La CSDM s'attaque à l'insécurité alimentaire

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Tous les midis, un élève sur six, à la Commission scolaire de Montréal, bénéficie de la Mesure alimentaire. Pour 0,50\$, il obtient un repas complet. Autrement, ces élèves mangeraient très mal, peu ou pas du tout.

En tout, ce sont 11 000 élèves de cette seule commission scolaire qui vivent l'insécurité alimentaire. Et c'est deux fois plus qu'au moment où le programme d'aide a débuté, il y a 18 ans.

« Nous avons uniquement mis sur pied un programme de dépannage et aujourd'hui, ça nous rattrape », explique Claire Pelletier, responsable des services alimentaires à la CSDM.

Car à l'origine, en plus des repas subventionnés, il y avait un volet d'éducation à l'alimentation de prévu. Pour les jeunes et leurs parents. Pour toutes sortes de raisons, dont une demande grandissante d'aide alimentaire, le volet éducatif est resté sur les tablettes.

Hier, la CSDM a voulu revenir en arrière avec son premier colloque sur l'insécurité alimentaire, Apprendre sans faim, auquel étaient conviés les professionnels de l'éducation, les milieux communautaires et les parents. Le premier constat: il faudra absolument tout ce beau monde pour s'assurer que les enfants, en général, mangent mieux.

« L'école vit avec les conséquences de l'insécurité alimentaire », explique Anne-Marie Hamelin, professeur au département de sciences de l'alimentation et de nutrition de l'Université Laval, qui rappelle les liens entre la faim chez l'élève et les difficultés d'apprentissage. « L'école fait partie de la solution, dit-elle, mais elle n'est pas l'unique solution. Un élève vit surtout à l'extérieur de l'école. »

Vrai, dit Diane De Courcy, présidente de la CSDM: « D'abord et avant tout, l'alimentation est une affaire de famille. Mais nous avons la responsabilité de nous assurer qu'ils mangent et qu'ils mangent bien. » À partir des ateliers de la journée d'hier, la

CSDM compte lancer une série d'actions, dès la prochaine année scolaire, afin de se réapproprier l'alimentation.

Des légumes sur les toits?

Les écoles primaires sont très souvent mal équipées en services alimentaires parce que plusieurs d'entre elles ont été construites à l'époque où les petits allaient manger à la maison, le midi. Les enfants mangent donc maintenant dans des gymnases ou des classes, souvent avec leurs manteaux sur le dos parce que les jeunes du deuxième cycle mangent immédiatement après. Pas très efficace pour bâtir une estime et une appréciation de la nourriture. « Est-ce qu'on devrait équiper

toutes nos écoles de cuisines et de cafétérias? demande Diane De Courcy. Peut-être. Mais si on le faisait, il faudrait aussi les ouvrir la fin de semaine pour qu'elles puissent servir à des cuisines collectives. » De même, la présidente de la CSDM croit que l'on pourrait verdir les toits de certaines écoles et y installer des potagers pour que les élèves comprennent bien d'où vient ce qu'ils mangent. Utopique, tout cela?

« Nous allons présenter des projets concrets dès septembre prochain », promet Diane De Courcy.

À la rentrée 2010, des élèves de Montréal mangeront-ils des carottes qu'ils auront fait pousser sur le toit de leur école?

Interurbains illimités entre abonnés (et tous les autres)



Contrairement à certaines offres du câble¹, les interurbains avec Bell sont illimités, que vous fassiez des appels entre abonnés ou non². Optez pour notre service résidentiel et appelez qui vous voulez, quand vous voulez partout au Québec, peu importe leur compagnie de téléphone. Sans restriction et sans contrat à long terme.

Le plan interurbain illimité le moins cher sur le marché.

NOUVEAU **5 95\$/MOIS** avec un Forfait de Bell³

1 866 933-6233 • bell.ca/interurbains • Visitez un magasin Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou

BELOEIL
Mail Montenach

BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville

BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand

BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais

BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30

CHAMBLY
909, boul. De Périgny

CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay

COATICOOK
Place J.R. Lefebvre

COWANSVILLE
Domaine du Parc

DELSON
5, route 132

DOLLARD-DES-ORMEAUX
352, boul. des Sources
3899, boul. St-Jean

DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood

DORVAL
Les Jardins Dorval

DRUMMONDVILLE
225, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville

GATINEAU
1065, boul. de la Carrière
Promenades de l'Outaouais

GRANBY
Galeries de Granby

HULL
Galeries de Hull

JOLIETTE
127, boul. St-Charles-Borromée Nord
Les Galeries Joliette

LACHINE
2409, 46^e Avenue

LAFONTAINE
2121, boul. Labelle

LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon

LAVAL
1655, boul. St-Martin Ouest
5330, boul. des Laurentides
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval

LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Place Longueuil

MAGOG
Galeries Orford

MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4996, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
8900, rue Lajeunesse
8280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosque
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Place Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)

MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa

MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite

PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque

POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est

POINTE-CLAIRE
Centre Fairview

REPENTIGNY
365, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord

ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield

SHAWINIGAN
Place de la Mauricie

SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère

SOREL
Les Promenades de Sorel

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin

ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache

ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5190, boul. Cousineau

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe

ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
391, boul. du Séminaire Nord
Carrefour Richelieu

ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord

ST-LAURENT
4232, rue Seré
La Place Vertu

ST-LÉONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est

ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale

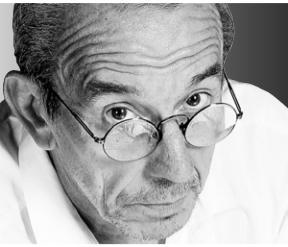
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne

TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières

VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
La Grande Place des Bois-Francis

la vie est **Bell**

Cinéma



**PIERRE
FOGLIA**
CHRONIQUE

J'en ai pas connu les Colocs. Je ne serais pas capable de reconnaître une seule toune des Colocs. Dédé Fortin, c'est juste un nom et une mort inconcevable, hein! y'a pas fait ça! Leur musique? Je soupçonne des Cowboys Fringants des années 90 en un peu moins trads. Je sais pourquoi je suis passé complètement à côté des Colocs: parce qu'à la même époque, j'étais sous la coupe de Desjardins et de *Tu m'aimes-tu* que j'ai dû écouter trois milliards de fois, et pour m'en reposer de temps en temps il y avait le Leloup de *Barcelone*, alors Dédé qui déjà?

Tout ça pour dire que je ne verrai pas *Dédé à travers les brumes* comme vous. Encore moins comme ses proches. J'ai entendu en entrevue les musiciens des Colocs, les amis de Dédé Fortin, sa blonde dire combien le film les avait déçus et même irrités. Je me suis d'abord dit: sont bien nonos. Comprennent pas que ce n'est pas un documentaire. Puis j'y ai repensé: ce n'est pas si simple.

Dédé à travers les brumes pour-

rait très bien être un chef-d'œuvre, gagner à Cannes et à Berlin, enchanter les Danois, les Yougoslaves et les Papous, et être en même temps, pour toujours, un film de merde pour la blonde de Dédé Fortin, ou le guitariste de Colocs que chaque image du film renvoie à une réalité qu'ils ne reconnaissent pas dans le film: c'est pas lui, c'est pas moi, c'est pas ça.

C'est dur d'entrer dans une fiction nourrie de ta réalité, c'est dur de s'élever au-dessus de soi-même et dire: ah je comprends, c'est de l'art. C'est dur de devenir la fiction de soi-même.

Cela m'est arrivé une fois. J'avais raconté une histoire dont s'est inspirée une écrivaine pour raconter autre chose tout en me gardant comme personnage central. Cette autre chose aurait pu – ce n'est pas le cas – mais aurait pu devenir un chef-d'œuvre de la littérature. Je n'en aurais eu rien à cirer; pour moi cela serait resté ce que cela n'a jamais cessé d'être: la trahison d'une amie. En plus d'être une connerie: la vraie

histoire, la mienne, était bien meilleure que la sienne.

Cela m'est arrivé une autre fois, dans l'autre camp. J'étais allé voir le film *The Rose* qui raconte la vie de Janis Joplin, très approximativement semble-t-il, ce qui ne m'avait pas fait un pli. Rien à foutre de la vraie histoire de Janis Joplin, j'étais tombé sous le charme de Bette Midler qui l'incarnait; j'avais souligné dans ma chronique qu'elle n'avait pas essayé de coller à la légende de Joplin, qu'elle avait magnifiquement osé la fiction. Quelqu'un lui avait fait parvenir ma critique, elle m'en avait remercié d'un petit mot gentil.

Bref, chaque fois que la fiction fictionne trop près de la réalité (Tom Wolfe, Norman Mailer, Truman Capote, et aussi au cinéma: *La liste de Schindler*), chaque fois que la fiction coïncide, décalque – disons le mot: copie – elle fait des victimes dans la réalité. Des cousins d'écrivains furieux à jamais. Des amis qui ne pardonneront jamais. Des sacrifices pour la gloire de l'art, mais des fois aussi, juste sacrifices pour la culture extensive du navet.

Quand c'est pour la gloire de l'art, il faut voir la chose comme les morts du rail, les morts des grands chantiers, vite oubliés. Et puis passent les trains mon vieux, pour l'éternité.

livre de Bukowski qui parlait de son jeune ami d'Hollywood « pas trop pute » qui venait parfois le visiter dans son taudis avec sa connasse de fiancée (à l'époque Madonna) qui s'emmerdait à mourir tandis qu'ils parlaient poésie.

Je viens de voir Sean Penn dans *Harvey Milk* le rôle qui lui a valu l'Oscar du meilleur acteur le mois dernier. Un très beau film sur l'espoir réalisé par Gus Van Sant qui n'est pas le plus nono des réalisateurs d'Hollywood – *Elephant*, *To Die for*, etc. Un très beau film servi par un grand acteur dans le rôle d'un militant gai qui empêchera la Californie de basculer dans le camp des bigots avant d'être assassiné en même temps que le maire de San Francisco.

Sean Penn est évidemment très crédible en militant, ce qu'il est dans la vraie vie, mais il est aussi incroyablement convaincant dans sa « gaititude », sans jamais charger ni céder au moindre cliché. Il pourrait, dans le même habit et la même posture, tout aussi bien être straight s'il n'embrassait pas de temps de temps son chum sur la bouche avec une réelle conviction.

C'est un film sur un militant gai. Mais c'est aussi un film sur le métier d'acteur et son utilité.

L'ACTEUR — J'ai entendu parler de Sean Penn bien avant de le voir dans un film. C'était dans un

LA BEAUTÉ DU CRISTAL FÊLÉ — Des quatre films en lice pour le meilleur film québécois de

Un guichet unique pour les garderies à Montréal

ISABELLE HACHEY

Le temps où les parents montréalais devaient faire 36 appels pour inscrire leurs enfants sur des listes d'attente sera bientôt révolu. La Coopérative Enfance Famille a lancé hier un guichet unique d'accès aux places en services de garde de la métropole.

Pour l'instant, seulement 85 services de garde sont membres de la Coopérative. Or, il en existe plus de 600 à Montréal. Le ministre de la Famille, Tony Tomassi, a laissé entendre que si les garderies refusaient d'adhérer au programme sur une base volontaire, le gouvernement pourrait éventuellement les y obliger.

« Il faudra regarder ça très sérieusement, a dit le ministre. Le but du Ministère est de faciliter l'accès aux services de garde du Québec. »

Une procédure pénible

Pour bien des familles, inscrire un enfant sur les listes d'attente des garderies montréalaises ressemble à un véritable parcours du combattant. « Un parent, aujourd'hui, va facilement appeler 15, 20 services de garde. Il va s'inscrire partout parce qu'il craint de ne pas avoir de place à la fin de son congé parental », explique Marie-Claude Sévigny, directrice générale de la Coopérative Enfance Famille.

Les longs délais d'attente, le manque d'information et les rumeurs de favoritisme n'arrangent rien, ajoute M^{me} Sévigny. « Avec la Coopérative, en quelques clics ou en un seul

appel, il peut inscrire son enfant à notre guichet unique. Il a immédiatement accès aux places offertes par plusieurs services de garde. »

Grâce à ce service gratuit, les parents ont accès à leur propre compte internet, qu'ils peuvent mettre à jour en cas de déménagement, par exemple. « Le site offre aussi de la transparence, ajoute M^{me} Sévigny. Nos membres doivent afficher leur politique de priorité. Les parents peuvent donc choisir les services de garde selon leurs propres critères. Nécessairement, cela va éliminer les rumeurs de favoritisme. »

Le ministre Tomassi s'est dit confiant que les centres de la petite enfance (CPE), les garderies et les services de garde en milieu familial adhéreront rapidement au programme. Son ministère offre d'ailleurs une contribution financière à ceux qui le feront d'ici le 31 mars. Le guichet permet aux services de garde d'économiser un temps considérable pour la gestion de leur liste d'attente. Ils auront accès, par l'internet, à une liste à jour et sans doublons, explique M^{me} Sévigny. « Après un ou deux appels, ils auront comblé leur place. Pour l'instant, ils peuvent passer trois jours au téléphone avant de joindre un parent intéressé. Pour eux, cette efficacité-là, c'est de l'argent. »

Cela dit, le grand ménage des listes montréalaises ne réduira pas le temps d'attente pour obtenir une place. En moyenne, les parents ne trouvent pas de place en CPE ou en garderie subventionnée avant que leur enfant ait atteint l'âge de 2 ans.

Des caméras qui captent les plaques d'immatriculation

Le système devient permanent

CATHERINE HANDFIELD

Fière des résultats du projet pilote, la Sûreté du Québec (SQ) établit de façon permanente son système lui permettant de détecter les automobilistes qui conduisent de façon illégale sur les routes du Québec.

La SQ fera l'acquisition, d'ici cinq ans, de 100 nouveaux appareils de repérage qui captent automatiquement les numéros de plaque d'immatriculation sur les véhicules, a annoncé hier le directeur général de la SQ, Richard Deschesnes.

« Les résultats qui découlent du projet pilote nous démontrent que cet appareil est extrêmement efficace et qu'il concourt à hausser la sécurité routière », a déclaré M. Deschesnes lors d'un point de presse au quartier général de la SQ, à Montréal.

Du 1^{er} août au 1^{er} novembre, huit voitures de la SQ ont parcouru les routes du Québec équipées de deux caméras infrarouges. Le système, qui peut facilement enquêter sur 3000 plaques par jour, a été utilisé dans le cadre d'opérations ciblées, à l'instar des radars.

Un signal sonore retentit quand la



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

La SQ est le premier corps de police québécois à se procurer ce système de repérage qui est fréquemment utilisé aux États-Unis et en Europe. Sur la photo, on voit les caméras installées sur le toit du véhicule.

caméra capte la plaque d'un conducteur au permis révoqué ou suspendu pour diverses raisons, dont une infraction au Code criminel, l'accumulation de points d'inaptitude, une amende impayée ou l'immatriculation impayée. La base de données est fournie chaque jour par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Dans le cadre du projet pilote, les huit véhicules ont lu plus de

1 140 000 plaques en trois mois, selon le bilan divulgué hier. Les agents ont saisi 862 véhicules, délivré 6533 constats d'infraction, et repéré 69 automobilistes qui ne pouvaient conduire en raison d'infraction au Code criminel, dont la conduite avec facultés affaiblies.

La SAAQ investira 2,5 millions en cinq ans pour l'acquisition graduelle des appareils, qui seront déployés dans tout le Québec.

FLOWING LINES[®]
PAR KAUFMANN de SUISSE

Boucles d'oreilles de la collection « Cascade » avec diamants en or blanc 18ct.

KAUFMANN de SUISSE
MAÎTRES JOAILLIERS & GEMMOLOGUES DEPUIS 1954

MONTRÉAL 2195 rue Crescent 514.848.0595	NEW YORK 785 Madison Ave. 212.249.5700	PALM BEACH 210 Worth Ave. 561.832.4918
---	--	--

www.kaufmanndesuisse.ca

LE BAS
«SUBLIM»
DE DIM
5.99

Économisez 27% sur un bas très apprécié pendant la belle saison, pour la finesse de son tissage 15 deniers ultra transparent et sa texture scintillante. Culotte et pointes renforcées, gousset de coton. Beige, naturel, noir, poivre, gazelle. P.m.g.tg. Rég. 8.25

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL
1765246A
• SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

POLITIQUE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Un autre projet d'informatisation défonce budget et échéancier

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Des retards, des possibilités réduites et surtout des dépassements de coûts. Un autre projet d'informatisation est sous haute surveillance au gouvernement du Québec: la modernisation de la Commission administrative des régimes de retraite (CARRA) a déjà plus que doublé par rapport aux budgets de départ.

On prévoyait 30 millions de dollars au tout début, en 2002, quand la désuétude des systèmes de la CARRA était devenue évidente. Il y a exactement un an, devant la commission parlementaire des Finances, la présidente de la CARRA, Jocelyne Dagenais a haussé la barre à 53 millions.

Or, au terme d'une partie de bras de fer avec la firme LGS, responsable du projet RISE, la CARRA vient de demander 21 millions supplémentaires au gouvernement, a-t-on indiqué hier à l'organisme – ce qui fait grimper l'aventure à 74 millions. La livraison du système, prévue pour ce printemps, sera décalée de 10 mois, expliquait-on hier. Et à l'interne, on indique déjà

que le logiciel ne pourra réaliser toutes les opérations prévues à l'origine.

Cette dérive n'est qu'un chapitre de plus dans la saga des mégacontrats informatiques du gouvernement du Québec qui tournent au cauchemar. Le Vérificateur général du Québec avait déjà dénoncé des dépassements de 200 millions au projet GIRES, devenu SAGIR. *La Presse* a révélé en début d'année que la CSST avait mis fin à une entente avec DMR après avoir dépensé 30

La modernisation de la Commission administrative des régimes de retraite (CARRA) a déjà plus que doublé par rapport aux budgets de départ.

des 45 millions prévus à un autre contrat de modernisation.

Un autre projet ambitieux à Hydro-Québec, annoncé à 265 millions, a coûté au moins 200 millions de plus. Et dans les coulisses gouvernementales, on entend parler de projets à la Régie d'assurance maladie et au ministère de la Justice où les administrateurs songent aussi à tirer l'alarme.

À la CARRA, le «Renouvellement et l'intégration des systèmes essentiels», surnommé RISE, a été octroyé

en 2005, à la firme LGS, dans le cadre d'une opération plus large de modernisation des systèmes de l'organisme qui gère les retraites de l'ensemble des salariés de l'État. En 2002, on avait prévu un total de 67 millions pour cette opération dont 30 millions étaient destinés à RISE. En décembre 2004, la commission parlementaire des Finances publiques a déjà souligné avoir constaté «un problème très sérieux en matière d'équipement et de systèmes informatiques» à la CARRA.

L'organisme devait fournir des simulations de rentes de retraite à un nombre toujours croissant de retraités, et ne suffisait pas à la demande. Surtout, expliquera plus tard la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, certains prestataires s'étaient vu allouer des niveaux trop élevés de rente, qu'il était difficile de rajuster par la suite.

Dans une série de résolutions du conseil d'administration de la CARRA, obtenues par *La Presse* en vertu de la loi sur l'accès à l'information, on expli-

que les raisons qui ont incité M^{me} Dagenais à demander une vérification indépendante par PricewaterhouseCoopers, sur les problèmes, nombreux, apparus dans la conception du progiciel.

Jusqu'à ce jour, 34 millions ont déjà été payés à la firme informatique – malgré tout, cinq ans après le début du projet, le travail quotidien des employés de la CARRA n'a pas changé. Les effectifs qui étaient de moins de 500 en 2002, atteindront 680 cette année – sans compter que

depuis quatre ans, on retrouve environ 150 «consultants» informatiques au siège social de la société d'État, indiquent des sources à l'interne.

Fin novembre 2008, le conseil d'administration de la CARRA était allé jusqu'à reporter son feu vert aux besoins financiers de la CARRA, «jusqu'à ce que les membres du conseil puissent prendre connaissance des coûts reliés à l'implantation et l'exploitation de RISE».

Un mois plus tard, on donnait le feu vert, après que le projet eut

été scindé en cinq parties et qu'on eut reporté d'un an l'échéance. Dans son Plan Stratégique 2009-2010, la CARRA convient que «l'enjeu majeur (pour l'année) consiste à compléter avec la participation de notre personnel le chantier du projet RISE».

Les administrateurs de la CARRA ont cru bon de serrer la vis et de contrôler très étroitement l'aventure devenue de plus en plus coûteuse – passée en sept ans de 30 à 74 millions.

Mesure exceptionnelle, à chaque réunion du conseil, les responsables du projet doivent faire des présentations sur la qualité du travail effectué, le respect des échéanciers et des budgets.

À la mi-décembre 2008 le conseil a donné le feu vert à une demande de 10 millions en fonds publics supplémentaires – on en était à 21 millions de plus, a expliqué hier une porte-parole de l'organisme.

La vérification de PricewaterhouseCoopers a coûté 65 000\$; de plus, cinq consultants ont travaillé pendant un mois à des tarifs quotidiens variant de 2400\$ à 1750\$, révèlent les documents obtenus par *La Presse*.

Dans un rapport du 13 février dernier sur l'avancement des projets informatiques, on constate que 330 des 428 anomalies constatées dans ce qui avait été livré à ce jour avaient pu être «résolues et fermées». Sur les 98 bogues, les «anomalies» qui restent, «seulement quatre sont considérées comme bloquantes» observe-t-on. Des demandes de changements sont encore en discussion avec le fournisseur, relève le rapport qui suggère de «les inclure dans les cycles d'essai le plus tôt possible», et de les suivre «de très près».

Avec la collaboration de William Leclerc

CHUM «Un décret n'est pas impossible»

Projet Montréal réclame le maintien des consultations

ANDRÉ NOËL

La nouvelle ronde de consultations publiques sur le CHUM offre la possibilité d'abandonner le partenariat public-privé et de revenir à un mode de construction traditionnel, plus démocratique, plus rapide et moins coûteux, affirme Richard Bergeron, conseiller municipal et chef du parti Projet Montréal.

Dans une lettre envoyée au premier ministre Jean Charest, M. Bergeron s'inquiète du fait que le gouvernement pourrait imposer un décret pour annuler les consultations publiques, afin de lancer rapidement un appel de propositions pour construire le Centre hospitalier de l'Université de Montréal en PPP.

Les changements apportés au projet d'hôpital depuis un an ne respectent plus le règlement de zonage. Or, le gouvernement ne ferme pas la porte à un décret permettant à l'administration du maire Gerald Tremblay d'adopter un nouveau règlement sans tenir au préalable des consultations, comme l'exige la Charte de la Ville de Montréal.

Possible décret de Québec

«Un décret n'est pas impossible; il devrait être présenté par le ministre des Affaires municipales, a indiqué hier Marie-Eve Bédard, attachée de presse du ministre de la Santé, Yves Bolduc. Mais pour l'instant, nous privilégions les consultations publiques.»

Cette position ne rassure pas M. Bergeron: «En ces temps d'incertitude, la population montréalaise autant que celle de l'ensemble du Québec demande certes à ce que des gestes audacieux soient rapidement posés, mais encore qu'ils le soient de façon responsable», écrit-il dans sa lettre à M. Charest. Selon lui, un décret abolissant les consultations publiques serait un déni de démocratie.

«Il faut permettre à la population montréalaise de donner son avis sur le nouveau projet à la faveur d'une nouvelle série d'audiences de l'Office de consultation publique et renoncer à la formule PPP dans le cas du CHUM, au profit d'un projet entièrement public.»

En mode public, le chantier pourrait commencer dès l'été 2010, dit-il. Au bout du compte, le projet coûterait moins cher, ajoute-t-il: «Le contexte économique a complètement changé depuis la décision de construire en PPP, il y a trois ans. Les consortiums privés peinent à obtenir du crédit, en raison de la crise financière, et doivent payer des taux d'intérêt élevés.»

DÈS LE 15 MAI, IL SERA OBLIGATOIRE DE SIGNER VOS BILLETS DE LOTERIE POUR RÉCLAMER UN LOT.

À compter du 15 mai, vous devrez signer votre billet de loterie pour qu'un détaillant puisse le valider. Il est important de signer visiblement votre nom dès l'achat. Lorsque vous le signez, vous protégez à la fois votre billet et votre lot si vous avez un billet gagnant.

Signez-le, il est à vous.



Pour plus d'information, visitez lotoquebec.com



LOTTO QUÉBEC

Loto-Québec rénovera le Casino

Des travaux de 305 millions seront effectués d'ici 2014

ÉRIC CLÉMENT

Concurrence internationale oblige, Loto-Québec a décidé de tourner la page de son déménagement avorté en 2006 et d'investir finalement 305,7 millions pour rénover le Casino de Montréal et proposer aux parieurs un endroit plus beau et plus spacieux.

« Quand on a lancé le projet du bassin Peel en 2004, on avait constaté que les infrastructures nécessitaient des réfections, dit Alain Cousineau, président et chef de la direction de Loto-Québec, en entrevue avec *La Presse*. On évaluait les rénovations à 80-100 millions. »

Les locaux du Casino, qui ont accueilli 90 millions de visiteurs depuis son ouverture en 1993, ne correspondent plus aux normes nord-américaines, notamment en ce qui a trait aux espaces disponibles par rapport au nombre de machines. « On a le pire pourcentage de l'industrie, dit M. Cousineau. Et on doit normalement rénover tous les 10 ans. Cela mettait donc à risque notre capacité d'être concurrentiel, d'autant que l'Ontario et le New Jersey ont investi chacun 2 milliards dans leurs casinos. »

Comme le déménagement du Casino et l'association avec le Cirque du Soleil n'ont pas vu le jour, la société d'État est retournée à la planche à dessin pour améliorer sa prestation de services sans nuire au parc Jean-Drapeau ni augmenter l'offre de jeu. Comme Loto-Québec ne veut pas perturber les activités de ses clients, les travaux ont été planifiés sur quatre ans au lieu de deux si l'on avait fermé les lieux.

Entrée principale

La rénovation des anciens pavillons d'Expo 67 coûtera environ 100 millions. Une entrée principale prestigieuse sera créée, ce qui permettra aussi d'améliorer les contrôles d'accès aux lieux. Deux étages vont disparaître pour rendre le site plus aéré. Des installations seront réaménagées, des décors rafraîchis, des aires de services ajoutées, notamment des bars et des lieux d'animation. La salle de spectacle du pavillon du Québec sera transformée en un espace multifonctionnel afin d'accueillir des événements de différentes natures mais d'une envergure comparable.

Il y aura aussi plus d'espaces autour des appareils et des tables de jeu et l'attente en période de pointe pour accéder aux services de restauration, concentrés au cinquième étage, sera réduite. Il n'y aura pas plus de machines à sous. Au contraire, le nombre de jeux va diminuer, passant de 3200 à 2900 pour aménager des espaces plus larges entre les appareils.

L'ambiance globale du casino



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les locaux du Casino, qui ont accueilli 90 millions de visiteurs depuis son ouverture en 1993, ne correspondent plus aux normes nord-américaines, notamment en ce qui a trait aux espaces disponibles par rapport au nombre de machines.

va être améliorée, notamment la section des hautes mises (où jouent les gros parieurs), qui sera agrandie. « Le 24 juin, lors de l'ouverture du Casino de Montréal, vous pourrez voir comment on a su apporter un design intérieur qui rend justice à l'environnement local des Laurentides, dit M. Cousineau. On fera la même chose au Casino de Montréal avec un design qui s'adaptera à la structure, dans un style bien sûr plus urbain, plus moderne et plus aéré. »

« Il n'y aura plus de files d'attente, notamment aux restaurants. Nous améliorerons notre capacité de rétention des clients des hautes mises, ce qui devrait nous rapporter 21 millions, tandis que 12 millions viendront d'une nouvelle clientèle de la région et de l'extérieur. »

La zone extérieure qui accueille actuellement les autobus disparaîtra pour laisser la place à un aménagement paysager. Tous les véhicules arriveront à la nouvelle entrée unique. Des bureaux administratifs se trouvant actuellement à l'intérieur du pavillon de la France seront déménagés dans des espaces créés en prolongeant des stationnements en sous-sol.

Les appels d'offres pour les travaux seront lancés dès cette

semaine. Loto-Québec devra obtenir le permis de transformation de l'arrondissement de Ville-Marie. M. Cousineau estime qu'il n'y aura pas de problème, car les transformations ne nécessitent pas de changement de zonage ou d'usage.

3400 emplois

En cette période de crise économique, les travaux de construction permettront, selon lui, de créer 3400 emplois sur quatre ans. À l'automne débiteront le

remodelage de l'atrium principal et les modifications apportées au secteur des hautes mises. Pendant les travaux, le Casino continuera d'accueillir sa clientèle, soit 16 000 visiteurs par jour. La planification a été préparée pour les déranger le moins possible. Les pertes dues aux travaux sont toutefois estimées à 34 millions sur quatre ans, mais ces rénovations permettront à Loto-Québec de tirer son épingle du jeu et d'engager 60 millions supplémen-

taires par an, dès 2014, selon les prédictions d'Alain Cousineau.

« Nous pensons que de ces 60 millions, 24 millions viendront d'une meilleure fluidité. Il n'y aura plus de files d'attente, notamment aux restaurants. Nous améliorerons notre capacité de rétention des clients des hautes mises, ce qui devrait nous rapporter 21 millions, tandis que 12 millions viendront d'une nouvelle clientèle de la région et de l'extérieur. »

L'investissement de 305,7 millions se fait sur cinq ans: 41 millions cette année, 110 millions en 2010, 45 millions en 2011, 47 millions en 2012 et 63 millions en 2013, année prévue pour la fin des travaux. Le Casino de Montréal a réalisé un chiffre d'affaires de 532,6 millions en 2008.

Pour Charles Lapointe, PDG de Tourisme Montréal, voici une « très bonne nouvelle ». « Quand on regarde l'extérieur du Casino, c'est un lieu assez magique, dit-il. C'est important qu'on ait des équipements de première qualité pour les Montréalais et les touristes. L'investissement m'apparaît correct. Avec les montants annoncés, on va être capable de faire quelque chose très remarquable. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: eric.clement@lapresse.ca

INVESTISSEMENT DE 305,7 MILLIONS

Rénovation du pavillon de la France

144,2 millions

Agrandissement des stationnements

41,4 millions

Travaux à l'annexe

33,3 millions

Achat d'équipements

23,5 millions

Construction de l'entrée principale

16,9 millions

Aménagement du site

15,8 millions

Mesures relatives aux effets des travaux

13,3 millions

Travaux au pavillon du Québec

10,6 millions

Rénovation du lien entre les pavillons

3,8 millions

Frais d'implantation

2,8 millions

ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX

2009: Remodelage de l'atrium principal + modification du secteur des hautes mises + création des espaces pour les services administratifs en bordure des stationnements souterrains P1 et P2

2009-2012: Réaménagement des aires de jeu

2010-2011: Réfection des aires de soutien, de la nouvelle salle pour employés et des 5^e et 6^e étages

2012: Réaménagement de l'annexe + transformation de la salle de spectacle en espace multifonctionnel

ATTÉNUER L'IMPACT DES TRAVAUX COÛTERA CHER

Le budget du projet prévoit 12,7 millions pour faciliter le déroulement des travaux et permettre le libre accès de la clientèle au Casino durant les 46 mois de travaux prévus. Douze aménagements temporaires seront nécessaires pour créer des aires de travail sécuritaires. Des zones tampons permettant le déplacement des équipements de jeux et de la restauration devront être construites et déplacées dans le bâtiment à six moments différents. À l'extérieur du bâtiment, les voies de circulation permettant l'accès aux stationnements devront être reconfigurées temporairement, de même que les accès aux autobus. L'installation du campus de construction sur le stationnement extérieur S-3 ainsi que les roulottes de chantier font partie du budget. Au total, une somme de l'ordre de 250 000 \$ par mois est prévue pour ces mesures.



BMW X5 xDrive35d



Le plaisir de conduire.™

bmwmontreal.ca

CONSOMMEZ MOINS, AMUSEZ-VOUS PLUS.

Avec une consommation réduite de 7,5 L/100 km*, sans pour autant perdre en puissance, de 0 à 100 km/h en 7,4 sec, le **moteur diesel BMW évolué** vous propulse proprement où vous voulez.



MOTEUR DIESEL ÉVOLUÉ
BMW EfficientDynamics
Moins d'émissions, plus de plaisir.



X5 xDrive35d 2009

OFFRE À LA LOCATION

OFFRE À L'ACHAT

PDSF à partir de

62 200\$

4,9%[†]
Taux de location / mois pendant 48 mois

3,9%[†]
Taux de financement / mois pendant 60 mois

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville
Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

*Valeur équivalente à la consommation d'essence sur l'autoroute. Consommation d'essence en ville: 10,7 L/100 km. Consommation d'essence moyenne: 9,3 L/100 km. †Les taux de financement/location sont offerts par Services financiers BMW, une division de BMW Canada Inc., sous réserve de l'approbation du crédit, avec un terme maximal de 60 mois/48 mois. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix et facturer des frais administratifs, ce qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. Ces offres sont d'une durée limitée, mutuellement exclusives, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 mars 2009. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Photo X5 à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2009 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2009 BMW Canada Inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

POLITIQUE

VOLS D'AVIONS MILITAIRES RUSSES

Ottawa promet de répliquer coup pour coup

« La mentalité de la guerre froide est toujours là », déplore un diplomate russe

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a dit samedi au ministre des Affaires étrangères de la Russie qu'il répliquerait coup pour coup aux vols d'avions militaires russes près de l'espace aérien canadien.

« Le ministre MacKay a dit très clairement: "Chaque fois que vous allez envoyer des avions, on va vous envoyer des avions aussi" », a indiqué à *La Presse* le directeur des communications du ministre, Dan Dugas, à propos d'une rencontre

« Chaque fois que vous allez envoyer des avions, on va vous envoyer des avions aussi », a averti le ministre Peter MacKay.

entre son patron et Sergei Lavrov, au Forum de Bruxelles.

Ces vols militaires irritent de plus en plus le gouvernement Harper, qui a dénoncé il y a quelques semaines la présence de deux Bear russes près de son espace aérien, dans les heures qui ont précédé la visite du président américain Barack Obama à Ottawa.

La Russie, de son côté, affiche une position différente. En comité parlementaire, hier, un porte-parole de l'ambassade de

Russie au Canada s'est affairé à diminuer l'importance de cet incident qui a soulevé les protestations d'Ottawa.

Le vol de deux avions militaires, le 18 février dernier, a respecté toutes les règles internationales et le fait qu'il soit survenu la veille de la visite du président Obama n'était qu'une coïncidence, a déclaré le chef de la section des affaires politiques de l'ambassade, Dmitry Trofimov.

« C'est quelque chose qui était planifié un an ou une demi-année à l'avance », a-t-il précisé. En aucun temps les deux

sions russes dans notre espace aérien », réitérant la volonté de son gouvernement canadien de le défendre.

Mais ces paroles ne semblent pas avoir intimidé la Russie. Sourire en coin, le diplomate à l'accent britannique et au verbe abondant a rappelé au comité parlementaire hier que la guerre froide était bel et bien terminée. « Malheureusement, la mentalité de la guerre froide est toujours là », a-t-il noté.

« L'America-bashing, ou devrais-je dire, le West-bashing, a déjà été très populaire dans l'ancienne Union soviétique. Mais le Russia-bashing semble être (maintenant) très populaire de l'autre côté de la colline », a ajouté M. Trofimov.

En parlant de ce qu'il a désigné comme étant l'« épisode qui nous réunit aujourd'hui », il a prié les politiciens présents de ne pas l'« exagérer à outrance ».

Le diplomate a expliqué que les deux avions concernés avaient quitté la Russie le 18 février, volé jusqu'à la mer de Beaufort, dans l'Arctique, puis rebroussé chemin.

« La proximité par rapport à la frontière de l'Alaska et du Yukon était d'environ 200 km, a-t-il précisé. C'était un vol régulier, préplanifié, dans l'espace international. »

Tupolev Tu-95 – communément appelés Bear – n'ont pénétré dans l'espace aérien canadien, a-t-il ajouté.

Cette présence d'appareils russes non loin de l'espace aérien canadien avait forcé deux CF-18 à les rencontrer en plein vol pour leur intimer l'ordre de rebrousser chemin.

Le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, avait parlé d'une « forte coïncidence », tandis que le premier ministre Stephen Harper avait dénoncé les « intru-



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, a qualifié de « forte coïncidence », la présence, à proximité de l'espace aérien canadien, de deux appareils Tupolev Tu-95 russes, le 18 février, à moins de 24 heures de la visite du président Obama au Canada.

Ottawa n'a pas été avisé au préalable, mais NORAD l'a été, a indiqué le témoin. Mais ce genre de vols est fréquent tant pour la Russie que le Canada, a-t-il fait valoir, et aucune règle ni traité internationaux ne force les deux pays à s'en aviser au préalable. Dmitry Trofimov s'est toutefois

dit ouvert à cette idée. C'est aussi ce que le ministre des Affaires étrangères de Russie aurait indiqué samedi à Peter MacKay, selon le porte-parole du ministre canadien de la Défense. « Il a dit: "Je suis d'accord. Un avertissement préalable ne ferait pas de mal" », a rapporté Dan Dugas.

Les soldats canadiens en Afghanistan tournés en dérision sur le réseau américain Fox News

L'animateur présente ses excuses au Canada

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Condamné à l'unanimité par la classe politique à Ottawa, un animateur du réseau américain Fox News a été contraint de s'excuser hier pour s'être moqué en ondes de l'effort des soldats canadiens en Afghanistan et de l'état des Forces armées canadiennes en général.

Greg Gutfeld, l'animateur de l'émission satirique *Red Eye* diffusée sur Fox au petit matin, a présenté ses excuses en affirmant qu'il n'avait pas l'intention de ridiculiser les efforts consentis par les troupes canadiennes en Afghanistan.

Jusqu'ici, 116 soldats et un diplomate canadiens ont perdu la vie dans ce pays ravagé par des années de guerre. Le Canada compte en tout 2500 soldats dans la région de Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan.

L'animateur avait tenu ces propos la semaine dernière en compagnie de trois autres invités après que le lieutenant-général Andrew Leslie, chef d'état major de l'armée de terre, eut affirmé que les soldats canadiens auront

courir sur la plage dans de beaux capris blancs». « N'est-ce pas le moment idéal d'envahir ce pays ridicule? Ils n'ont pas d'armée! »

M. Gutfeld a publié un communiqué de presse en début d'après-midi hier après que le

L'animateur Greg Gutfeld a affirmé que les militaires canadiens en Afghanistan « veulent prendre une pause pour faire du yoga, peindre des paysages et courir sur la plage dans de beaux capris blancs ». « N'est-ce pas le moment idéal d'envahir ce pays ridicule? Ils n'ont pas d'armée! »

gouvernement Harper eut publiquement réclaté des excuses pour des propos jugés « ignobles, méprisants et dégoûtants », selon les mots du ministre de la Défense, Peter MacKay.

Cette émission a été diffusée le 17 mars et les propos étaient passés inaperçus jusqu'à ce qu'un extrait de l'émission soit mis en

ligne sur le site YouTube (<http://www.youtube.com/watch?v=tCJn5Xlbfk&feature=related>) vendredi, le jour même où quatre autres soldats canadiens ont perdu la vie en Afghanistan dans deux explosions différentes.

« Je me rends compte que mes mots ont été mal compris. Ce n'était pas mon intention de manquer de respect envers les braves hommes et femmes des Forces armées canadiennes ou de leurs familles et je présente mes excuses pour cela. *Red Eye* est une émission satirique où tous les sujets de l'actualité sont traités

de manière légère, humoristique et ridicule », a affirmé M. Gutfeld dans son communiqué.

Plus tôt durant la journée, le ministre Peter MacKay avait été le premier d'une longue liste d'hommes politiques à vertement critiquer le réseau Fox, l'animateur Greg Gutfeld et ses invités.

« Tout cela est dégoûtant compte tenu du timing. Des excuses sont de mise pour les familles des victimes, aux Forces armées canadiennes et au Canada étant donné notre sacrifice et notre engagement en Afghanistan », a affirmé M. MacKay dans une entrevue accordée à CTV Newsnet.

Plusieurs députés se sont aussi levés hier à la Chambre des communes pour dénoncer les propos diffusés sur Fox News. Après la période de questions, les députés se sont dits satisfaits des excuses.

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers et s'appliquant au modèle neuf CTS 2009 (6DM931SP). Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicables, et les droits sur les prêts sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat, préparation incluse. Transport (1 420 \$), frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Offert seulement aux clients qui paient comptant ou qui optent pour un financement avec une institution financière autre que GMAC pour des termes de 72 mois; ceux qui optent pour un financement avec GMAC, vérifiez leur taux effectif de financement d'offrir. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 2. Selon la première éventualité. 3. Pour obtenir tous les détails et les modalités liés au système XMStar, consultez le site www.xmstar.ca. Le nom et les logos XM sont des marques déposées de XM Canada, Canadian Satellite Radio Inc. Utilisées sous licence. 5. Selon la première éventualité. Détails sur la garantie limitée chez votre concessionnaire. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun programme incitatif d'achat. 6. L'acceptation des programmes de La Carte GM et de GM Mobility. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez gm.ca.



Modèle montré: CTS de Cadillac, groupe Performance

CTS 2009

Prix d'achat à partir de

36 999 \$¹

Obtenez la transmission intégrale pour seulement 2 625 \$ de plus

Offrez-vous une gamme de privilèges distingués :

Programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km² ;
Abonnement de un an au plan Orientation et dépannage d'OnStar^{MD} avec Service d'orientation pas à pas³ ;
Radio satellite XM^{RC 4} ;
Garantie limitée de 5 ans ou 160 000 km⁵ sur les composants du groupe motopropulseur plus transport de courtoisie et assistance routière.



ENTRETIEN PRÉSCRIT SANS FRAIS



OnStar



XM



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS GARANTIE 5 ANS / 160 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR



offrescadillac.ca

Le confort de l'opposition



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

C'est presque une nouvelle, même si elle ne surprendra personne: mine de rien, Gilles Duceppe, l'incroyable chef du Bloc québécois, s'approprie à diriger sa sixième campagne électorale, soit une de plus de Pierre Elliott Trudeau et tout juste une de moins que le recordman absolu de la politique canadienne, Mackenzie King.

Les bloquistes vont encore me reprocher de revenir là-dessus, mais pour un parti qui devait mesurer son succès à la brièveté de son séjour à Ottawa, voilà un exploit étonnant.

C'est «presque» une nouvelle parce que bien du monde pensait que la campagne électorale de l'automne dernier serait la dernière de M. Duceppe. Eh non! Tel le petit lapin rose Energizer, Gilles Duceppe continue, continue, continue...

Ce qui n'est pas une nouvelle, c'est de constater, encore une fois, que le Bloc demeure un parti dominé par un seul homme, qui règne sans conteste

depuis 12 ans et qui n'a aucun successeur connu.

On dit souvent, avec raison, que l'opposition est un rôle ingrat en politique, mais cette position procure également un certain confort.

Voyez Gilles Duceppe: 12 ans à la tête du Bloc québécois, aucun

Pour le moment, Michael Ignatieff peut se permettre de rester vague sur certaines politiques, mais viendra un temps, à l'orée de la prochaine campagne, où il devra se mouiller.

ambitieux pour le pousser en bas de son trône et bientôt une sixième campagne à sillonner les routes familières du Québec sans jamais avoir à défendre un bilan de gouvernement ni présenter un programme pour prendre le pouvoir.

La nouveauté, cette fois, c'est que le Bloc québécois affrontera un nouvel adversaire, Michael Ignatieff. Mais même les libéraux admettent en privé que le Bloc est tellement enraciné au

Québec qu'il est pratiquement indélogeable dans une trentaine de circonscriptions.

Parlant de Michael Ignatieff, lui aussi semble bien à l'aise dans son rôle de chef de l'opposition.

En fin de semaine à Laval, au conseil général de l'aile québécoise de son parti, il s'est contenté de surfer sur des idées générales et de lancer un appel aux nationalistes, sans donner de précisions sur les orientations de son parti dans des dossiers précis.

L'appel aux nationalistes, les Québécois l'ont déjà entendu. En fait, depuis deux décennies,

les nationalistes «mous» sont au centre de toutes les attentions des partis politiques, fédéralistes comme souverainistes.

Cela ne suffira pas à M. Ignatieff pour déstabiliser le très expérimenté Gilles Duceppe lors de la prochaine campagne électorale.

Pour le moment, «Iggy» reste en retrait. Il profite de son poste discret de chef de l'opposition et il laisse les conserva-

teurs prendre les plombs, mais il devra mettre de la chair sur l'os avant longtemps.

Que pense-t-il, par exemple, de cette demande du gouvernement Charest de récupérer les pleins pouvoirs en culture et en communication, lui a-t-il demandé, lui qui venait de faire l'éloge de la nation québécoise?

De toute évidence, le nouveau chef libéral n'est pas chaud à cette idée. «J'ai découvert l'incroyable travail de Robert Lepage à Londres, grâce à l'aide du fédéral. Je crois que le fédéral aura toujours un rôle en travaillant avec la province du Québec pour faire valoir la culture québécoise à travers le monde», a-t-il répondu.

Cette réponse ne plaira ni au gouvernement Charest, ni au Bloc québécois. Elle risque aussi d'entretenir cette perception (réelle et justifiée) que le Parti libéral du Canada reste un champion de la centralisation.

Le dossier de la culture est important parce que les libéraux ont bien l'intention d'en faire un enjeu majeur de la prochaine campagne, profitant du vide laissé par les conservateurs. Déjà, les libéraux ont envoyé, il y a quelques jours dans certains coins du Québec, des déliants signés Michael Ignatieff dénonçant les coupes conservatrices en culture.

Les libéraux préparent par ailleurs un chapitre complet détaillant leur politique culturelle pour la prochaine campagne électorale.

Autre question litigieuse avec Québec: le milliard en péréquation en moins dans deux ans. Que ferait un premier ministre Ignatieff?

La réponse était plus longue que claire, mais je n'ai pas compris qu'il s'engageait à revoir à la hausse les calculs du gouvernement Harper. Le plus loin qu'il ira, c'est de dire qu'il veut mettre fin à l'improvisation et aux ententes à la pièce avec les provinces (ce qui est cocasse puisque c'est Paul Martin qui a commencé cette pratique chaotique en 2004-2005).

Pour le moment, Michael Ignatieff peut se permettre de rester vague sur certaines politiques, mais viendra un temps, à l'orée de la prochaine campagne, où il devra se mouiller.

Ramener son parti au centre, vers les valeurs libérales est un défi plus compliqué qu'il n'y paraît pour M. Ignatieff.

Il lui faut à la fois courtiser les nationalistes québécois sans se mettre à dos sa base «canadian», en Ontario surtout, et développer des politiques nationales canadiennes sans heurter les sentiments autonomistes au Québec.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
vincent.marissal@lapresse.ca

AIG Des cadres vont rendre 50 millions de primes

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Des cadres de l'assureur américain AIG ont accepté de rendre environ 50 millions au total provenant des primes qu'ils ont reçues, a indiqué hier le ministre de la Justice de l'État de New York, Andrew Cuomo.

«Mon bureau a travaillé avec AIG et ses employés» pour retracer les 165 millions de primes qui ont été payées le 15 mars 2009, a indiqué M. Cuomo.

«Pour l'instant, 9 des 10 principaux bénéficiaires des primes ont accepté de rendre leur prime. Parmi les 20 principaux bénéficiaires, 15 ont accepté de rendre leur prime», a-t-il ajouté.

«Sur l'ensemble des 165 millions, nous calculons que ces employés ont accepté de rendre environ 50 millions», a-t-il assuré, ajoutant: «J'aimerais dire ceci aux personnes qui ont rendu l'argent: vous avez fait la bonne chose.»

Dans un premier temps, le *New York Times* avait indiqué hier sur son site web, citant M. Cuomo, que les cadres de l'assureur avaient accepté de rendre environ 30 millions.

L'assureur a versé 165 millions en primes à des cadres de la société, alors que l'État a injecté 170 milliards pour la sauver de la faillite, ce qui a provoqué la colère de l'opinion publique et du Congrès. AIG appartient désormais à 80% à Washington.

PRÉCISION

Dans un article publié hier, en page A10, et portant sur la vitesse par défaut de 40km/h à Montréal, il est écrit que la ministre des Transports avait donné son accord de principe, mais qu'elle voulait accorder l'exception sans devoir abroger le Code du travail. Il s'agissait bien entendu du Code de la sécurité routière et non du Code du travail. Nos excuses.

EN PLEIN LE TEMPS DE FAIRE LE CHOIX LOGIQUE

Subaru Canada a connu la plus forte hausse des ventes de tous les constructeurs japonais de véhicules automobiles en 2008 au Canada.*

FORESTER 2.5X 2009

Location **349\$*/mois** Taxes en sus
ou à partir de **25 795\$***

À l'achat au comptant Transport et préparation en sus

IMPREZA 2.5i 5 portes 2009

Location **259\$**/mois** Taxes en sus
ou à partir de **21 895\$***

À l'achat au comptant Transport et préparation en sus

IMPREZA 2.5i 4 portes 2009

Location **249\$*** /mois** Taxes en sus
ou à partir de **20 995\$***

À l'achat au comptant Transport et préparation en sus

2009 Prix Valeurs Résiduelles alg Automotive Lease Guide

ENGAGEMENT DE SUBARU À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT
Toutes les installations de Subaru Canada ainsi que Subaru Indiana Automotive (usine d'assemblage de la Legacy, Outback et Tribeca) sont certifiées ISO 14001:2004 par SGS. www.subaru-earth.com

engine of the year 2008
Moteur international de l'année 2008 Moteur BOXER SUBARU turbocompressé 2,5 litres

Cote de résistance aux impacts **5 étoiles****

Programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA)

Meilleur choix sécurité*

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

Traction intégrale

L'impeccable ingénierie japonaise www.quebec.compressedsubaru.ca

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG	SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL	SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX	CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY	SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES	SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JÉRÔME	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE
JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU	SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY		

Australie la traversée du continent rouge

514.521.1002

LES GRANDS EXPLORATEURS

www.LesGrandsExplorateurs.com

* Basé sur la comparaison entre les ventes en 2008 et celles de 2007 des constructeurs japonais de véhicules automobiles; les marques-produits/divisions ne sont pas considérées séparément. ** Pour le modèle Forester 2.5X 2009 (9J1X0), 5 vitesses, transmission manuelle: Paiements mensuels de 349 \$ (taxes en sus) basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 2 357,25 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 5 071,65 \$ (taxes incluses). 24 000 km par année, 10 c du km excédentaire. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Transport et préparation inclus. *** Pour le modèle Impreza 2.5i 2009 5 portes (9G1BP), 5 vitesses, transmission manuelle: Paiements mensuels de 259 \$ (taxes en sus) basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 1 728,30 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 260,09 \$ (taxes incluses). Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 24 000 km par année, 10 c du km excédentaire. Transport et préparation inclus. ** Pour le modèle Impreza 2.5i 2009 4 portes (9F1BP), 5 vitesses, transmission manuelle: Paiements mensuels de 249 \$ (taxes en sus) basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 1 658,77 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 170,33 \$ (taxes incluses). Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 24 000 km par année, 10 c du km excédentaire. Transport et préparation inclus. 0 \$ Prix de détail suggéré du fabricant à l'achat au comptant. Les frais de transport et de préparation (1 495,00 \$), d'inspection, d'immatriculation, d'assurance, de consultation du RDRPM et du concessionnaire ainsi que les taxes sont en sus. Immatriculation (prix varié selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. † Selon les Prix Valeurs Résiduelles 2009 de la société ALG pour la catégorie voiture semi-compacte et la catégorie voiture sport. † Mention « Meilleur choix sécurité » pour la Impreza et la Forester 2009. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible dans les essais de collision frontale déportée à 40 m/h, de collision latérale à 31 m/h et de collision arrière à 20 m/h réalisés par l'Institut des assureurs américains (IHS) (www.ihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux trois essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». †† Cote 5 étoiles décernée à la Impreza et la Forester 2009 aux essais de collision frontale et latérale. Les cotes de sécurité du gouvernement américain font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). Une cote cinq étoiles représente la cote la plus élevée du gouvernement pour a) les sièges du conducteur et du passager avant dans les essais de collision frontale, et b) les sièges avant et arrière dans les essais de collision latérale. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCI. Pour plus d'information sur toutes ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 mars 2009.

POLITIQUE

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

Un chef dans 11 mois seulement

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — L'Action démocratique du Québec (ADQ) n'est pas pressée de choisir son prochain chef. Le successeur de Mario Dumont sera connu dans 11 mois, en février 2010, à l'issue d'un vote téléphonique – et payant – de l'ensemble des membres.

Sitôt dévoilées, les règles encadrant la course à la direction ont provoqué un premier désistement hier. Richard Merlini, ex-député de Chambly, renonce à se porter candidat et condamne les règles adoptées par le comité exécutif. De son côté, le député de Shefford, François Bonnardel, se montre plus intéressé que jamais à briguer la direction du parti. Christian Lévesque, ex-député de Lévis, se donne plus de temps, jusqu'à la mi-juin, avant de prendre une décision.

Le député de La Peltrie, Éric Caire, a décliné une demande d'entrevue. Il fera connaître ses intentions aujourd'hui, à l'entrée d'une réunion du caucus de l'ADQ. M. Caire a déjà indiqué qu'il pourrait se désister si les règles du jeu ne le satisfont pas.

Deux clans s'opposaient à l'ADQ sur le moment du vote: celui qui militait pour une élection cet automne, l'autre pour l'an prochain. Le comité exécutif a tranché dimanche, après avoir reçu les recommandations d'un comité formé entre autres de l'ex-député Sébastien Proulx.

Pour la chef intérimaire, Sylvie Roy, «ce n'était pas pertinent» de tenir une élection à la direction à l'automne alors que se tiennent, en novembre, les scrutins muni-

cipaux. Et une course à la direction lancée en été, «avec les BBQ et les voyages», était mal avisée selon elle.

Les personnes intéressées à succéder à Mario Dumont auront six mois, jusqu'au 22 septembre, pour déposer leur bulletin de mise en candidature. L'ADQ a décidé d'imposer un ticket d'entrée de 15 000\$, dans l'espoir d'éviter les candidatures farfelues. Un candidat à la direction «doit démontrer un minimum de sérieux, de capacité, de solvabilité», a expliqué le président de l'ADQ, Mario Charpentier.

Richard Merlini, ex-député de Chambly, renonce à se porter candidat et condamne les règles adoptées par l'exécutif.

Le dépôt de 15 000\$ sera remboursable à la fin de la course. «On n'est pas là pour renflouer les coffres du parti sur le dos des candidats qui vont se présenter à la course», a-t-il indiqué.

Un candidat devra présenter un bulletin signé par 1000 membres – peu importe le moment de l'adhésion – dont au moins 60 dans chacune des 12 régions administratives du Québec.

Tous les adéquistes pourront voter pour le prochain chef s'ils deviennent membres avant le 25 janvier 2010. Le scrutin se fera par téléphone. L'appel sera payant.

«Comme on est des gens qui sont

pour qu'une tarification raisonnable s'applique dans nos politiques, évidemment ceux qui voteront paieront pour appeler. Alors (le vote électronique) va s'autofinancer, ça ne coûtera rien» au parti, a indiqué Mario Charpentier. La course à la direction sera coûteuse pour l'ADQ qui, avec les dernières élections, a replongé dans le rouge.

Richard Merlini a décidé de se désister. «Je prévoyais une course à l'automne qui nous aurait permis d'avoir un chef tout de suite», a-t-il affirmé à *La Presse*. Selon lui, le nouveau chef aurait eu la possibilité de se présenter dans Rivière-du-Loup, à l'élection partielle à venir, afin d'affronter rapidement le gouvernement en Chambre. «On n'a pas le luxe de demander à l'un de nos six députés de quitter son siège» pour permettre au chef de se faire élire, a-t-il dit. La course à la direction risque de se transformer en «concours de vente de cartes». «Il risque d'y avoir des abus. Des gens d'autres partis pourraient acheter une carte de membre à 5\$ simplement pour voter à la chefferie et faire élire un candidat qui ne représente pas le meilleur choix possible pour l'ADQ», a affirmé M. Merlini.

De son côté, François Bonnardel semble prêt à se lancer dans la course bientôt. «Ces règles-là me reconfortent. Je vais annoncer ma décision dans les prochains jours», a-t-il affirmé à *La Presse*.

Par voie de communiqué, le maire de Huntingdon, Stéphane Gendron, a critiqué vertement les règles de l'ADQ, en particulier le dépôt de 15 000\$. M. Gendron a déjà dit qu'il ne serait pas candidat.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE
Le député de Shefford, François Bonnardel, se montre plus intéressé que jamais à briguer la direction de l'ADQ.

Un demi-milliard pour contrer la crise

Un montant déjà annoncé au budget du Québec

KARIM BENESSAIEH

Ligne 1-888 pour les entreprises en difficulté, aide financière aux travailleurs licenciés, programmes généreux de formation: c'est plus d'un demi-milliard de dollars d'argent frais que s'engage à dépenser le gouvernement Charest dans les deux prochaines années pour contrer la crise.

«Je ne connais aucun endroit en Amérique du Nord où il y a un effort aussi important, et ce n'est pas qu'une question d'argent, a déclaré le premier ministre Jean Charest en point de presse à Dorval hier matin. C'est du jamais vu, ce sont des mesures innovatrices et agressives pour combler nos besoins au Québec.»

Le programme annoncé hier dans une usine du parc industriel de Dorval, le Pacte pour l'emploi Plus, vient en fait boni-

«Au Québec, nous sommes solidaires et nous devons épauler les personnes qui ont perdu leur emploi.»

fier un plan d'action d'un milliard de dollars dévoilé en mars 2008. Ironiquement, ce Pacte pour l'emploi première mouture était alors essentiellement destiné à contrer la pénurie de main-d'œuvre au Québec. Un an plus tard, c'est le chômage qui est devenu le fléau.

Le Pacte pour l'emploi Plus contient une série de mesures visant à venir en aide aux travailleurs victimes de licenciements collectifs. À partir du 1^{er} mai prochain, ils verront leurs prestations d'assurance emploi prolongées d'un maximum de trois ans s'ils participent à des programmes de formation. Ils ont droit, pour un maximum de deux ans, à une aide financière de dernier recours pouvant atteindre 955\$ pour un ménage de deux adultes. Contrairement aux prestataires de l'aide sociale, ils ne se verront pas obligés de liquider leurs actifs pour y avoir droit. On estime que ce nouveau programme coûtera 19 millions et pourrait toucher 7500 personnes.

Les travailleurs licenciés âgés de 55 à 59 ans, et qui ne peuvent se replacer, auront également droit à une aide financière de 909\$ par mois jusqu'à ce qu'ils soient admissibles au Régime des rentes du Québec.

«Personne ne sera laissé de côté; au Québec, nous sommes solidaires et nous devons épauler les personnes qui ont perdu leur emploi», a déclaré Sam Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'autre grand volet, c'est l'aide aux entreprises en difficulté. À partir du 1^{er} avril prochain, celles-ci pourront appeler en toute confidentialité au 1-888-EMPLOIS et avoir droit à l'aide d'«équipes tactiques» du gouvernement pour cibler leurs besoins. Un programme baptisé Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ) permettra de diminuer les heures de travail tout en recevant une compensation pour la formation. Cette formule est déjà utilisée auprès de 10 000 travailleurs. On espère en ajouter quelque 30 000 dans les deux prochaines années. La contribution maximale d'Emploi Québec passera de 50 à 75 % des coûts de formation. Le Ministère embauchera 180 fonctionnaires pour assumer ces nouvelles responsabilités.

Cette approche «en amont», où on intervient avant les licenciements en favorisant la formation, a été vantée par le premier ministre Charest. «Il faut passer la tempête, vivre en acceptant le fait qu'il y a un ralentissement en se préparant à la reprise.»

Des 518 millions que coûtera le programme Pacte pour l'emploi Plus, on s'attend à ce que 400 millions proviennent du fédéral, dans le cadre d'annonces déjà faites à Ottawa à la fin de janvier. Ce demi-milliard était déjà annoncé dans le budget dévoilé par Monique Jérôme-Forget jeudi dernier. «Depuis le temps qu'on demande au gouvernement fédéral de faire sa part; ce n'est pas juste moi. Tout le monde au Québec demande au gouvernement fédéral d'en faire plus. Alors là, il pose des gestes. On va chercher l'argent qui nous revient dans ces programmes-là», a plaidé Jean Charest.

N°1 DEPUIS 30 ANS
RÉNOVATION · DÉCORATION
AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

DANS NOTRE SALON,

COGNER DES CLOUS NE VEUT PAS DIRE SOMNOLER

BESOIN DE CONSEILS EN RÉNOVATION ? 500 EXPERTS SUR PLACE POUR VOUS PARLER D'HABITATION
TROUVEZ IDÉES, NOUVEAUTÉS ET ÉCONOMIES SOUS UN MÊME TOIT!

LA MAISON DOMINUS
3 500 PIEDS CARRÉS À FAIRE RÊVER

Tombez sous le charme d'une maison de prestige qui allie luxe, romantisme, technologie et écologie sous un même toit.

L'Agence de l'efficacité énergétique présente la Maison Dominus réalisée par Les Maisons Dominus.

LE PAVILLON SCANDINAVE SERVICOM
UN CHALET DE BOIS BIEN DE SON TEMPS

Laissez-vous inspirer par le décor contemporain de cette maison de bois torréfié accessible à tous, conçue de matériaux écologiques, en parfaite harmonie avec la nature.

Le Pavillon Scandinave Servicom est réalisé par Groupe Servicom.

LA VITRINE DES NOUVEAUTÉS 2009
À NE PAS MANQUER!

Nouvelles tendances, astuces déco, derniers gadgets pratiques, conseils judicieux. L'endroit parfait pour faire de jolies trouvailles!

PLUS QUE 6 JOURS!

VOUS CHERCHEZ UN ENTREPRENEUR DE CONFIANCE ?
VISITEZ LE PAVILLON DE LA MAISON NEUVE GOMAIISON.COM

POUR TROUVER UNE FOULE D'EXPERTS-CONSEILS,
VISITEZ LE CARREFOUR CAA-QUÉBEC

ESSAI ROUTIER TOYOTA
L'AUTOMOBILE FAIT SON ENTRÉE AU SALON!

Toyota présente les principaux modèles de sa gamme de véhicules écoénergétiques innovateurs ainsi que sa toute nouvelle Venza, que les visiteurs pourront essayer sur place!

THÉÂTRE RE/MAX
LES ATELIERS-CONFÉRENCES DES SPÉCIALISTES

Assistez aux nombreux ateliers-conférences quotidiens dont plusieurs à tendance écolo animés par des sommités en matière de rénovation, de décoration et d'aménagement extérieur. Horaire complet au salonnationalhabitation.com.

MANON LEBLANC
ATELIERS-CONFÉRENCES

Ne manquez pas les ateliers-conférences de Manon LeBlanc, porte-parole pour une 3e année, le samedi 28 mars et le dimanche 29 mars à 14h au Théâtre RE/MAX.

PLACE BONAVENTURE 20 AU 29 MARS

RE/MAX PRÉSENTE **SALON NATIONAL DE L'HABITATION**

ACHÉTEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ **3\$** UNE GRACIEUSÉTÉ DE Sears

salonnationalhabitation.com



Wow!



Modèle GS illustré

MAZDA 3 GX 2010

Ville: 8,1 L/100 km
Route: 5,9 L/100 km

LOUEZ
À PARTIR DE

199 \$*

PAR MOIS, POUR 60 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 995\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle GT illustré

MAZDA 3 SPORT GX 2010

Ville: 8,1 L/100 km
Route: 5,9 L/100 km

LOUEZ
À PARTIR DE

219 \$*

PAR MOIS, POUR 60 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 895\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle GT-V6 illustré

MAZDA 6 GS 4 CYL. 2009

Ville: 9,7 L/100 km
Route: 6,7 L/100 km

LOUEZ
À PARTIR DE

299 \$*

PAR MOIS, POUR 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS
COMPTANT INITIAL DE 2 495\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MEILLEURE NOUVELLE
VOITURE DE L'ANNÉE
LE GUIDE
DE L'AUTO 2009

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS50AA00) et des Mazda3 Sport GX (DSXS50AA00) 2010 neuves et des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY69AA00) 2009 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation de 1 395 \$ en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 10 mars 2009.

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLÔMÉS



ACTUALITÉS

Procès de Francis Proulx pour le meurtre de Nancy Michaud

L'accusé avait acheté des menottes

CAROLINE TOUZIN

QUÉBEC — Quelques jours avant le meurtre de Nancy Michaud, Francis Proulx a acheté des menottes et des objets fétichistes dans une boutique érotique de Québec.

Une paire de menottes à l'aspect métallique a bel et bien été retrouvée dans le sous-sol de la maison abandonnée de Rivière-Ouelle où Nancy Michaud a été découverte sans vie, une balle dans la tête, en mai dernier.

La paire de menottes avait été mise dans une épuisette, parmi des objets pêle-mêle jonchant le sol sablonneux de cette cave sombre.

C'est ce qu'a indiqué un technicien en scène de crime de la Sûreté du Québec venu témoigner, hier, au procès du présumé meurtrier de Nancy Michaud, au palais de justice de Québec. Francis Proulx, 29 ans, est accusé du meurtre prémédité de l'attachée politique du ministre Claude Béchar, survenu le 15 ou le 16 mai 2008 à Rivière-Ouelle dans le Bas-Saint-Laurent.

La facture de la boutique éro-



PHOTO JEAN-FRANÇOIS DESGAGNÉ. ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE
Francis Proulx, peu après son arrestation, en mai 2008.

tique « L'amour du plaisir » a été déposée en preuve, hier. Les menottes ont aussi été présentées au jury. Le technicien judiciaire Gaétan Ringuette a trouvé cette

facture au fond d'un sac de plastique rempli d'essuie-tout imbibés de sang. Les policiers ont mis la main sur ce sac en faisant une battue dans un bois du village à

la recherche de Nancy Michaud. Le corps de M^{me} Michaud a été retrouvé deux jours après le signalement de sa disparition, dans une maison abandonnée, à trois kilomètres de sa résidence sur la route 132 à Rivière-Ouelle.

Son corps a été traîné sur le plancher à travers la maison abandonnée jusqu'à la chambre à coucher. Sur le lit défait, d'« énormes » taches de sang étaient dissimulées sous deux oreillers, a raconté le policier. Une statuette de saint Joseph était posée sur une commode de la chambre. Et une boîte de chocolats en forme de cœur traînait par terre. Sous le lit, il y avait beaucoup de morceaux de papier toilette utilisés et un sac contenant une cagoule noire. Sur le cadre de porte de cette chambre, une empreinte digitale de Proulx a été relevée.

Au lendemain de la découverte du corps, les policiers de la SQ ont aussi saisi un revolver de calibre 22 dans un vieux hangar du village. Le revolver était entreposé dans une mallette noire dans laquelle il y avait quelque 300 balles et quatre douilles vides percutées. Cette arme a

été montrée aux 12 jurés. La Couronne n'a pas dévoilé pour l'instant à qui appartiennent le hangar et l'arme.

Depuis le début du procès la semaine dernière, les deux premiers témoins de la Couronne, des techniciens en scène de crime de la SQ, décrivent une par une les centaines de photos prises sur les lieux du meurtre. Les policiers ont longuement décrit certaines photos, avant de conclure qu'elles ne révélaient rien de pertinent pour la preuve. Cela a fait sourciller le juge Jacques Lévesque à plusieurs reprises. En fin de journée hier, le technicien était sur le point de décrire les photos prises dans le sous-sol de la maison abandonnée où le corps a été retrouvé, lorsque le magistrat a décidé d'ajourner. Il a invoqué la « capacité d'absorption » des jurés pour remettre cela à ce matin. L'accusé est très attentif à toutes ces photos.

Proulx est toujours vêtu de la même façon: un ample chandail noir à manches longues et un pantalon bleu foncé. Son procès devrait durer de six à huit semaines.

Selon l'expert psychiatre Louis Morissette

Le violeur de Montréal-Nord est un délinquant dangereux

ANDRÉ CÉDILOT

Sans être catégorique, faute de statistiques cliniques sur les prédateurs sexuels d'âge mineur, l'expert psychiatre Louis Morissette est d'avis que le jeune violeur de 17 ans qui a fait neuf victimes à Montréal-Nord en 2005 et 2006 devrait, exceptionnellement, être déclaré délinquant dangereux ou à contrôler, de façon à le garder sous surveillance pendant les années qui suivront sa sortie du pénitencier.

Des entretiens avec l'accusé et l'examen de divers rapports de police et d'expertises psychologiques ont convaincu le spécialiste de l'Institut Philippe-Pinel que le prévenu, aujourd'hui âgé de 20 ans, présente des traits narcissiques et souffre de paraphilie, une des déviations sexuelles les plus graves et les plus difficiles à traiter sur le plan médical. « Étant donné son âge, il pourrait changer. Par contre, si on regarde les gestes qu'il a posés, et qui augmentaient en gravité d'une fois à l'autre, il y des risques de récidive », a-t-il

dit hier, lors de son témoignage devant le tribunal de la jeunesse.

De forte taille, l'accusé a reconnu s'être attaqué à 9 jeunes femmes de 14 à 26 ans rencontrées au hasard dans les rues de Montréal-Nord, entre novembre 2005 et octobre 2006. Il en a même brutalisé et menacé quelques-unes avec un couteau. Statistiquement parlant, chez les adultes déjà condamnés, d'avancer le D^r Morissette, « les agresseurs de femmes adultes inconnues » sont portés à récidiver. Et ils sont en outre de plus en plus violents. Dans certains cas, ces prédateurs sexuels vont même jusqu'au meurtre.

Malgré son jeune âge et son intelligence, l'accusé, selon lui, a toutes les caractéristiques d'un prédateur sexuel. D'après le psychiatre, c'est la frustration et le manque d'estime de soi – causés en grande partie par son éducation paternelle « contrôlante », ses échecs scolaires et sa perte de popularité au ballon-panier – qui ont incité l'accusé à commettre cette série de crimes.

« Quand je l'ai rencontré, il a reconnu s'être senti revalorisé après avoir fait sa première victime. Et il a aimé ça. Il a donc continué et augmenté la violence de ses gestes, jusqu'à se servir d'un couteau. En faisant peur à ses victimes, il se pensait encore plus puissant. Bref, il calmait son malaise en contrôlant les autres. Ça a pris une tournure sexuelle, je ne sais pas pourquoi », a relaté le D^r Morissette.

Tout en qualifiant l'accusé de « grand livre ouvert », sauf en ce qui concerne ses fantasmes sexuels, le D^r Morissette note que son comportement s'est amélioré depuis les deux ans qu'il est interné dans un centre jeunesse.

En plus de se défendre d'une accusation de délinquant dangereux ou à contrôler, l'accusé est passible de 14 ans de pénitencier, étant donné qu'il a accepté d'être jugé comme adulte.

Avant de rendre sentence, le juge Gaétan Zonato devra entendre un expert de la défense. L'accusé doit également témoigner. Les prochaines audiences ont été fixées aux 20 et 26 mai.

7 agressions sexuelles sur 10 se produisent dans une résidence privée

TRISTAN PÉLOQUIN

Au Québec, 7 agressions sexuelles sur 10 se produisent dans une résidence privée, et une majorité de ces agressions sont commises contre des victimes de moins de 16 ans.

Ce sont les statistiques troublantes enregistrées par les corps policiers du Québec en 2007, dévoilées hier matin par la ministre de la Justice, Kathleen Weil, et la ministre des Communications, Christine St-Pierre.

« J'ai été ébranlée lorsqu'on m'a présenté ces statistiques, a déclaré hier M^{me} Weil, en présentant le deuxième volet d'une campagne

« Ce que je trouve particulièrement troublant, c'est que plus des deux tiers des victimes ont moins de 16 ans. »

lancée cette semaine par le gouvernement. En plus d'une série de publicités télévisuelles insistant sur le fait que la plupart des agressions ont lieu à la maison, le gouvernement a produit un clip vidéo extrêmement touchant, reconstituant le témoignage d'une victime de 15 ans, conçu pour se propager de façon virale sur la Toile. « C'est pas arrivé dans un fond de ruelle en pleine nuit, explique l'adolescente. Moi, ça m'est arrivé dans ma maison. Dans ma chambre. Dans ma chambre à moi. »

« Nous sommes la seule jurisdic- tion à faire cela pour parler d'agressions sexuelles. Lors du premier volet de la campagne, les clips que nous avions produits ont fait le tour du monde », a souligné la ministre Weil.

Site internet

Le gouvernement a également mis sur pied un site d'information (accessible à l'adresse www.AgressionsSexuelles.gouv.qc.ca), où se trouvent toutes les coordonnées des ressources d'aide régionales disponibles pour les victimes.

Petite particularité: un bouton bien en vue sur le site permet aux internautes qui le consultent d'effacer toute trace de leur visite. Un autre « bouton de panique » permet de quitter rapidement le site pour accéder à la page d'accueil de Radio-Canada.

Dès l'automne, une ligne d'aide « S.O.S Agressions sexuelles » sera mise sur pied pour venir en aide autant aux victimes qu'aux intervenantes qui leur viennent en aide.

Les statistiques policières présentées hier sont basées sur 5166 plaintes enregistrées en 2007 par les services de police de la province. Les infractions sexuelles composaient en 2007 près de 7% de toutes les infractions contre la personne enregistrées dans l'année.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC

AVIS PUBLIC

PROGRAMME DÉCENNAL DE DRAGAGE D'ENTRETIEN DES QUAIS DE L'ÎLE-AUX-COUDRES ET DE SAINT-JOSEPH-DE-LA-RIVE

Projet de dragage d'entretien annuel dans le cadre d'un programme décennal découlant de l'accumulation naturelle et récurrente de sédiments autour des quais de L'Isle-aux-Coudres et de Saint-Joseph-de-la-Rive, le tout pour une superficie supérieure à 5 000 mètres carrés.

Cet avis est publié pour informer la population qu'elle peut consulter l'étude d'impact et les autres documents concernant ce projet à compter du 3 mars 2009. Ces documents sont disponibles pour consultation aux endroits suivants:

Centres de consultation
Caisse Desjardins Cap-Martin de Charlevoix
189A, rue du Village
Les Éboulements (Québec) G0A 2M0
Tél.: 418 635-2429

Bibliothèque municipale de L'Isle-aux-Coudres
1026, chemin des Coudriers
L'Isle-aux-Coudres (Québec) G0A 3J0
Tél. 418 438-2602

ainsi qu'aux centres de documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE):

Université du Québec à Montréal (UQAM)
Bibliothèque centrale, Pavillon Hubert-Aquin
Section des publications gouvernementales
1255, rue Saint-Denis, local A-M100,
Montréal (Québec) H2X 3R9
Tél.: 514 987-4392

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Édifice Lomer-Gouin
575, rue Saint-Amable, bureau 2.10
Québec (Québec) G1R 6A6

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus aux numéros 418 643-7447 ou sans frais 1 800 463-4732 de même que sur le site Web www.bape.gouv.qc.ca.

SÉANCE D'INFORMATION

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra une rencontre d'information:

Le mercredi 25 mars 2009 à compter de 19 h 30
Salle municipale

1026, chemin des Coudriers
L'Isle-aux-Coudres (Québec)

Toute personne, groupe ou municipale peut demander par écrit à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Mme Line Beauchamp, la tenue d'une audience publique relativement à ce projet; cette demande doit être faite au plus tard le 17 avril 2009 à l'adresse suivante: Édifice Marie-Guyart, 675, boulevard René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec) G1R 5V7.

Le 27 février 2009

Cet avis est publié par la Société des traversiers du Québec conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981 c. Q-2, r.9).

Résultats des tirages du 2009-03-23

Quotidien	Triplex
3 685	09 21
4 9567	24 36 41

Banco	06 08 12 13 16
	19 22 28 31 34
	35 36 38 43 48
	52 53 54 61 68

Astro

Jour - Mois - Année - Signe
23 SEPTEMBRE 98 BÉLIER

Extra 1315826

MULTI MILLIONS

VOTRE MEILLEURE CHANCE* DE GAGNER 5 MILLIONS! PLUS QUE 7 JOURS POUR ACHETER VOTRE BILLET! TIRAGE LE 31 MARS.

* PAR L'ACHAT D'UN BILLET DE LOTERIE AU QUÉBEC.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ASSURANCE - VIE

250,000 \$

Taux non-fumeur
Temporaire - 10 ans

Homme 50 ans 45 \$ par mois
Femme 50 ans 35\$ par mois

« Parce que vous méritez plus »

LE GROUPE ROTHENBERG

Westmount Pointe Claire Rive Sud
514-934-0586 514-697-0035 450-321-0215

www.rothenberg.ca

Vieux-Québec en forfait

Forfait Vieux-Québec

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Frais de service

Spa du Manoir!

À PARTIR DE

145 \$ TAXES EN SUS

POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT
Valable jusqu'au 30 avril 2009

TROISIÈME NUIT À

50%

Applicable sur tarif régulier - chambre seulement
Valable jusqu'au 30 avril 2009

HOTEL MANOIR VICTORIA

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8
www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283

Meurtre de Karina Esquivel

« Si elle est pas correcte, ma vie est finie », a confié l'accusé à son frère

CHRISTIANE DESJARDINS

Après avoir frappé Karina Esquivel et fui les lieux, James Gould s'inquiétait de l'état de la jeune femme de 18 ans. « Si elle est pas correcte, ma vie est finie », a-t-il confié à son frère Jeremiah, le soir du 23 avril 2007.

C'est ce que Jeremiah Gould, 17 ans, a raconté, hier, alors qu'il témoignait au procès aux assises de son frère aîné. James Gould, 25 ans, est accusé du meurtre non prémédité de Karina Esquivel. Celle-ci aurait eu la tête fracassée à coups de pied, au terme d'une soirée bien arrosée, dans l'appartement de l'accusé et de sa conjointe, Imane Akrif, à Dorval. Gould aurait pétié les plombs parce que Karina Esquivel serait intervenue dans une querelle entre M^{me} Akrif et lui.

Hier, Jeremiah a expliqué que l'ambiance était pourtant bonne dans l'appartement pendant la soirée. Outre James et Jeremiah, il y avait Imane, Karina et Sandrine. L'alcool coulait, et on s'apprêtait à manger des tournedos. Les choses ont commencé à tourner au vinaigre quand Imane et Karina sont allées à la salle de bains, manifestement pour se pomponner, et qu'elles parlaient ensemble. Ne comprenant pas le français, James a demandé à Jeremiah d'aller écouter ce qu'elles disaient et de lui répéter. Jeremiah s'est exécuté. Il a entendu Karina dire à Imane qu'elle méritait mieux que James. Apprenant cela, James n'était pas content.

Du sang sur les souliers

Selon Jeremiah, Karina s'est mise à crier à un certain moment, et James est devenu très calme. Ce qui signifie qu'il était très fâché, a précisé Jeremiah. Karina aurait poussé Jeremiah, et James aurait poussé Karina. Imane s'en est mêlée et a été poussée elle aussi. À un certain moment, Jeremiah a vu James lever le poing vers Karina. « Mon frère a frappé Karina dans la face. » Jeremiah se souvient ensuite que Karina était par terre, avec du sang sur la joue, « pas beaucoup », et ne bougeait plus. Il s'est enfui en courant, puis est monté dans un autobus. Pur hasard, son frère James était assis à l'arrière de ce bus. Jeremiah est allé le rejoindre, et il a vu du sang sur les souliers de son frère. Ils ont alors échangé leurs souliers. « Je savais qu'il se ferait prendre plus vite s'il les gardait », a expliqué Jeremiah, hier.

Au bout d'un certain temps, les deux frères sont descendus de l'autobus et sont allés discuter au bas d'une petite pente. C'est là que James a fait part de son inquiétude à propos de Karina. Peu après, James est parti, et Jeremiah est rentré à la maison. Le lendemain, il a enlevé le sang séché sur les souliers de James, et il les a portés pour aller à l'école. Plus tard, il a encore rechangé de souliers avec son frère James.

Jeremiah poursuivra son témoignage ce matin.

Mensonge

Un peu plus tôt, hier, M^c Ronnie MacDonald a fini de contre-interroger Imane Akrif. On a appris que celle-ci avait menti à la police, la nuit du 23 avril. Elle avait prétendu que Karina avait été battue par deux Jamaïcains, qu'elle avait d'ailleurs décrits. Ensuite, elle avait donné une autre version, fautive elle aussi. M^{me} Akrif affirme aujourd'hui qu'elle n'a pas fait ça pour protéger James, mais parce qu'elle était sous le choc.

En questionnant M^{me} Akrif, M^c MacDonald s'est beaucoup attardé sur la consommation d'alcool ce soir-là. Il insinue que tout le monde était éméché, et que James Gould n'était pas dans son état normal. Lors de son décès, Karina Esquivel avait 0,261 d'alcoolémie, ce qui représente plus de trois fois la limite permise pour une personne qui conduit un véhicule.

Le camionneur arrêté aux É.-U. a déjà plaidé coupable

LE SOLEIL

Mario Plourde, ce camionneur emprisonné 49 jours aux États-Unis cet hiver, aurait finalement plaidé coupable à une accusation de complot pour possession de drogues avec l'intention d'en faire le trafic, le 4 février dernier.

À la veille de Noël, l'arrestation de Mario Plourde au Maryland avait suscité une vague de soutien populaire pour ce père de famille de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup. Les policiers avaient trouvé dans la remorque de son camion de la marijuana et de l'ecstasy pour une valeur de plus d'un million.

Le Bas-Saint-Laurent s'était alors mobilisé pour amasser les 300 000\$ nécessaires à la libération sous caution de l'homme qui se disait blanc comme neige.

Le plaidoyer de culpabilité d'un autre homme arrêté dans cette affaire, Bruno Bendo, de Laval, a permis d'apprendre que Mario

Plourde avait bel et bien plaidé coupable, au début février, à une accusation de complot pour possession de drogues avec l'intention d'en faire le trafic, selon Associated Press.

L'accusé connaîtra sa sentence le 30 avril prochain. Il risque une peine de 20 ans de prison et une amende de 1 million US.



Les autres cartes avec primes-voyages vous empêchent d'obtenir le voyage que vous voulez.

Avec la carte Visa* TD Classe ultime®, vous pouvez utiliser vos points pour acheter n'importe quel type de voyage.

Peu importe où vous dénicher le voyage idéal, que ce soit dans les journaux, dans Internet ou auprès d'une agence de voyages, la carte Visa TD Classe ultime vous permet de réserver n'importe quel type de voyage et d'utiliser vos points pour le payer¹. De plus, vos points n'ont aucune échéance et vous pouvez les échanger sans frais. *Faites le test avec d'autres cartes de primes-voyages.*



20 000
POINTS TD EN PRIME
À L'APPROBATION²

Passez à une succursale de TD Canada Trust
1-866-606-5621 • www.tdclasseul时间.com/voyages



CABANES À SUCRE LA SAISON S'ANNONCE EXCELLENTE



PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE

Les érables coulent depuis une dizaine de jours dans plusieurs régions du Québec. Les acériculteurs sont devenus très frileux dans leurs prévisions, car les dernières années ont été catastrophiques pour la production de sirop au Québec. Ceux qui ne sont pas superstitieux s'avancent toutefois: la saison 2009 s'annonce excellente.

Le sirop d'érable, truffe du Québec?

Les mauvaises récoltes des dernières années ont fait grimper les prix



STÉPHANIE BÉRUBÉ

Depuis cinq ans, la production de sirop d'érable décline au Québec. Dame Nature a passablement compliqué la vie des acériculteurs. Les réserves sont vides, le prix est haut et le sirop vient assurément de passer dans la catégorie des aliments de grand luxe, à consommer avec plaisir mais modération.

Les érables coulent depuis une dizaine de jours dans plusieurs régions du Québec. Les acériculteurs sont devenus très frileux dans leurs prévisions, car les der-

nières années ont été catastrophiques pour la production de sirop au Québec. Ceux qui ne sont pas superstitieux s'avancent toutefois: la saison 2009 s'annonce excellente.

Il était grand temps. Les mauvaises récoltes des dernières années sont arrivées au moment où la promotion du sirop portait ses fruits. La demande s'est mise à augmenter, ici et à l'étranger, alors que l'offre était sur une pente descendante. Le résultat a déjà fait les manchettes: la traditionnelle conserve de sirop coûte maintenant autour de 10\$ dans les supermarchés québécois.

«Le sirop est un produit gastronomique, mais il ne faut pas que ça devienne comme l'huile de truffe», dit Luc Bergeron, pré-

sident de LB Maple Treat, une entreprise établie à Vancouver.

M. Bergeron a une grande érablière en Beauce qui lui fournit une toute petite partie du sirop qu'il transforme. Il doit acheter le reste. Comme le sirop se fait rare, la concurrence est très féroce entre les acheteurs, qui arrivent à convaincre les acériculteurs de leur vendre leur or blond à coups de primes. Le prix monte.

«Pour moi, le sirop d'érable, c'est fait pour faire des grands-pères au sirop, poursuit-il. Et pour faire des grands-pères, ça prend deux tasses de sirop et de la crème 35 %.» Au prix actuel du produit, la recette de M. Bergeron risque davantage de se trouver au menu du Toqué! qu'à celui d'une sucrerie à la campagne. Selon lui, c'est une catastrophe. Son entreprise exporte 65 % de ses produits en Asie, en Europe, en Australie. «On a travaillé très fort pendant plusieurs années pour percer ces marchés, dit-il. Au prix où est le sirop, on va les perdre.»

«C'est une explication très psychologique, mais parfois il suffit de penser qu'on peut perdre quelque chose ou, dans ce cas-ci, en manquer pour réaliser qu'on y est très attaché», poursuit Anne-Marie Granger Godbout.

Les Québécois ont un lien particulier avec le sirop d'érable, rappelle-t-elle. La majorité des Québécois l'achètent encore directement du producteur. Tout le monde a un oncle ou un collègue qui a une érablière ou qui connaît quelqu'un qui en a une. Et c'est souvent le meilleur sirop.

La faute aux changements climatiques

La valeur du sirop a aussi poussé 200 nouveaux producteurs à se lancer sur le marché cette année, ce qui devrait augmenter le rendement. Déjà l'année dernière, les prix avaient incité de nouveaux exploitants à entailler les érables.

Ce sont souvent de jeunes retraités ou des propriétaires de petites

faire de prédictions. Il faudrait arrêter de réchauffer ça, cette planète-là.»

Gérald Brisebois n'est pas le seul à croire que la température de la planète est responsable des malheurs des acériculteurs. «Les changements climatiques créent une instabilité plus grande durant les périodes de transition des saisons», explique l'agronome Jean-Pierre Bellegarde, de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec. Et c'est durant cette fragile période que tout se joue, pour l'érable. Les dernières années, le mois de mars a été froid et le mois d'avril soudainement chaud, explique M. Bellegarde.

Dans certaines régions du Québec, 2008 a donné moins de la moitié du sirop récolté habituellement, alors qu'aux États-Unis l'année dernière a été exceptionnelle.

«Pour établir quels sont les effets des changements climatiques ou du réchauffement de la planète sur l'acériculture, il faut regarder les données sur une très longue période, explique le professeur Timothy Perkins, du Centre de recherche sur l'érable de l'Université du Vermont. Aux États-Unis, durant les 40 dernières années, nous

avons la même production, mais la période a changé.» Le temps des sucres chez l'Oncle Sam commence aujourd'hui une semaine plus tôt. Et, fait plus important, il dure trois jours de moins. «Ça peut paraître peu, explique le professeur Perkins, mais il y a 40 ans, la période durait 33 jours. Maintenant, seulement 30. C'est une diminution de 10 %.» Heureusement, la récolte, elle, n'a pas diminué d'autant parce que les méthodes de production se sont améliorées.

Plus de la moitié des érablières du monde se trouvent au sud de la frontière, mais il s'agit souvent de petites exploitations traditionnelles qui produisent peu de sirop. Les 7400 acériculteurs du Québec produisent 75 % de tout le sirop d'érable du monde.

PRODUCTION DE SIROP D'ÉRABLE AU QUÉBEC, EN MILLIONS DE LIVRES

2003 > 86
2004 > 86
2005 > 74
2006 > 69
2007 > 62
2008 > 59

CONSOMMATION DE SIROP ANNUELLE MOYENNE, PAR HABITANT

Québec: 580 ml
Autres provinces canadiennes: 93 ml
États-Unis: 86 ml
Japon: 21 ml



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« On a travaillé très fort pendant plusieurs années pour percer ces marchés (Asie, Europe, Australie). Au prix où est le sirop, on va les perdre. »

Les gens de l'érable ont multiplié leurs efforts ces dernières années pour sortir le sirop de son carcan folklorique. Pour que les chefs l'utilisent aux meilleures tables à longueur d'année et pour que, à la maison, il serve à glacer un saumon autant qu'à sucrer des crêpes le matin.

«Le sirop d'érable n'est pas un produit banal, dit Anne-Marie Granger Godbout, directrice générale de la Fédération des acériculteurs du Québec. Nous avons une grande chance d'avoir ce produit ici. Il ne faudrait pas l'oublier.» Justement. Avec le surplus de sirop qui ont traîné durant des années dans des entrepôts québécois, et dans des conditions pas toujours optimales, les Québécois ont peut-être sous-estimé la valeur de leur sirop.

sucreries qui ne vendaient qu'aux amis et à la famille, qui décident maintenant de produire plus et de commercialiser leur sirop.

Cette année, la météo semble être de leur côté. «Dans notre région, quand ça coule avant la Saint-Joseph, qui est le 19 mars, on a de bonnes chances d'avoir une bonne saison», explique Gérald Brisebois, acériculteur de Mont-Laurier. Et depuis une bonne dizaine de jours, ça coule. «Ça gèle la nuit, ça dégèle le jour, explique M. Brisebois. Et la qualité est superbe.»

Ce qui ferait mal à la production serait un réchauffement rapide et irréversible dans les prochains jours. Un printemps qui s'invite trop vite met fin aux sucres. «Avec les changements climatiques, on n'ose plus

à gagner:

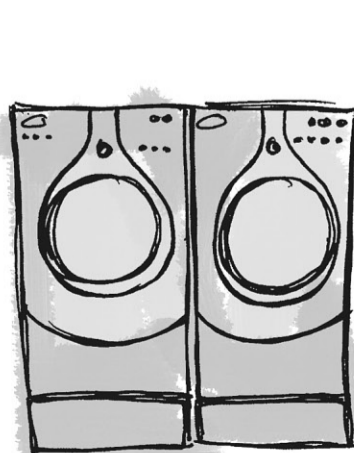
Ensemble de la nouvelle couche Pratik, Mère Hélène

Duo Laveuse-Sécheuse frontales, Germain Larivière & Whirlpool

Savon à lessive écolo, Souris Verte

valeur de 5000\$

Règlements disponibles sur www.mamanpouirlavie.com



CONCOURS

notre terre
renouvelle
sa COUCHE

MÈRE HÉLÈNE
couches lavables

mamanpouirlavie.com

CABANES À SUCRE LA SAISON S'ANNONCE EXCELLENTE

Le grand ménage du printemps



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

En sortant de la cabane à sucre, l'an dernier, où nous avions eu droit à du jambon en tranche de supermarché, de l'omelette trop cuite au simili-bacon, du ketchup Heinz, des crêpes en poudre et de la tarte à la féculé de maïs, je me suis juré qu'on ne m'y reprendrait plus.

Autant j'adore le sirop – mais surtout le beurre – d'érable, autant je trouve délicieuse la tradition de la tarte sur la neige, autant je ne suis plus capable d'endurer ces repas de cabane à sucre sans goût dont l'âme a été vendue depuis longtemps au complexe agro-industriel.

Et le pire, c'est que cette cabane n'était pas, justement, ce que tout le monde appelle « une cabane industrielle ». Elle est toute petite, une quarantaine de places maximum. On me l'avait recommandée parce qu'elle est loin de tout et mignonne. Et tout le monde qui travaillait là était adorable.

Je parle d'agro-industriel parce que la nourriture, comme pratiquement chaque fois que je suis allée à la cabane depuis 15 ans, avait l'air d'avoir été préparée par le gérant d'un Wal-Mart en banlieue de Houston. C'était sec, c'était salé, c'était sans goût. C'était, désolée d'avoir à le dire, plutôt nul.

Est arrivé dans cet univers, la semaine dernière, une sorte d'extraterrestre appelé Martin Picard. Le gars du Pied de cochon. Celui qui met du foie gras partout et qui a réinventé plusieurs plats traditionnels québécois, de la poutine au ragoût de pattes, en leur don-

nant la saveur et la richesse qu'on aurait toujours aimé qu'ils aient.

Picard et ses associés du Pied ont décidé d'acheter une cabane à sucre et de se laisser inspirer par les traditions, comme ils le font au Pied de cochon, pour ensuite les redéployer différemment.

Ouverte depuis vendredi à Saint-Benoît-de-Mirabel, leur cabane propose la plupart des mets habituels en version revue et, disons-le, pas mal améliorée. L'omelette est au maquereau fumé – exquise – ou au bœuf fumé à l'érable, la soupe aux

Pourquoi ce marché de meilleure qualité a-t-il été laissé pour compte ?

pois contient des dés de foie gras poché, les oreilles de Christ, fines et fondantes comme des chips, sont servies en salade, et le sirop est décliné dans toutes sortes de formes inusitées, que ce soit pour laquer un canard ou sucrer la bisque qui accompagne le homard. Le sucre d'érable, lui, se retrouve, croquant, au milieu d'une guimauve maison et par-dessus un *banana split* tandis que l'omelette norvégienne, le *baked Alaska* de nos grands-mères, totalement années 70, est construit autour d'une glace à l'érable.

Picard ne veut surtout pas qu'on dise qu'il cherche à réinventer la cabane à sucre. Rencontré à Saint-Benoît par une magnifique journée

de presque-printemps, quelques jours avant l'ouverture, en train de ronchonner contre le mercure qui ne grimpait pas assez vite à son goût, il explique qu'il n'a aucune ambition qui dépasse ses fourneaux et sa salle à manger.

« Moi, je ne connais rien à l'agriculture, affirme-t-il. Par contre, je connais la cuisine. »

Sa cabane est donc essentiellement une prolongation du Pied de cochon, un second lieu où travailler ses produits triés sur le volet comme il le fait en ville, avec en prime du sirop maison. Beaucoup de sirop. Car Picard adore le sirop d'érable. « Je trouve, dit-il, que c'est notre plus beau produit. »

Mais cette cabane ne passe pas inaperçue. Pour certains, c'est la terre promise; pour d'autres, un geste iconoclaste. Sur l'internet, le débat a déjà commencé. Est-ce trop cher? Est-on en train de créer un monde de luxe inaccessible au pays de l'érable? Ou, en revanche, est-on enfin en train de donner à ce milieu un choc électrique essentiel pour le sortir de sa torpeur? Va-t-on, en offrant un produit de meilleure qualité, ramener bien des gens qui avaient délaissé les cabanes à sucre vers cette activité printanière traditionnelle?

À 45\$ par personne, la visite à la cabane du Pied de cochon peut sembler chère pour certains. Mais bien des cabanes demandent 20\$ ou 25\$ par personne pour une nourriture de qualité médiocre. Pour 20\$ de plus, l'originalité et la gourmandise du repas sont déçues.

En fait, en regardant Picard s'affairer dans sa cuisine, l'autre jour, on pouvait surtout se demander: comment se fait-il que personne ne l'ait fait plus tôt? Pourquoi ce marché de meilleure qualité a-t-il été laissé pour compte?

En outre, si la cuisine du Pied de cochon, que certains trouvent trop lourde, ne fait pas l'unanimité, elle a l'immense qualité



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Martin Picard et ses associés ont décidé d'acheter une cabane à sucre et de se laisser inspirer par les traditions, comme ils le font au Pied de cochon, pour ensuite les redéployer différemment.

d'avoir amené ailleurs la cuisine québécoise. Depuis l'ouverture de la maison de l'avenue Duluth, on ne compte plus ceux qui reprennent les idées de Picard et proposent eux aussi de nouvelles façons de préparer le pâté chinois ou la poutine, le pudding chômeur ou les cretons.

La folie du chef a contaminé le monde de la restauration, qui a fait exploser le concept dans toutes sortes d'offres éclatées, plus ou moins chères, plus ou moins réussies aussi.

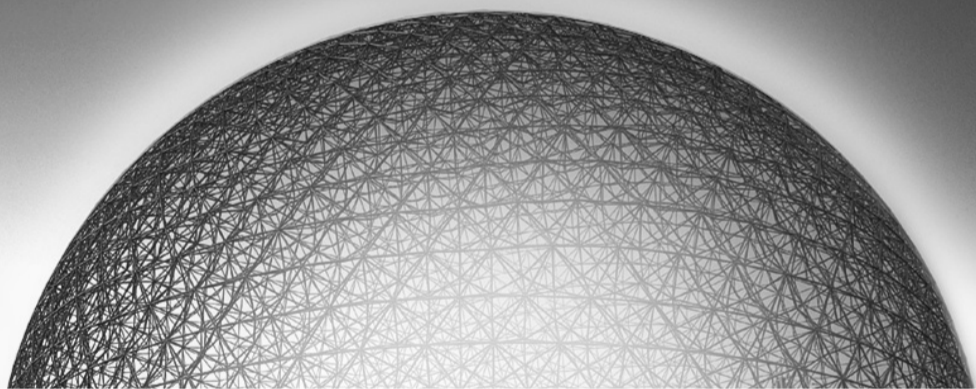
En mordant dans un morceau de saumon mariné à l'érable, on

ne peut donc que se demander: et si cette nouvelle cabane avait le même effet? Et si elle amenait doucement une remise en question des modèles habituels et une diversification de la clientèle dans ce secteur aussi? Et si, dans le fond, c'était tout le marketing de l'érable qui en profitait, en fin de compte?

Moi, si un jour vous me demandez mon avis, je vous dirai qu'il était fichtrement temps que quelqu'un, quelque part, amorçât ainsi le dépoussiérage de tout ce pan précieux de notre héritage gastronomique.

Démystifiez la Biosphère

Musée de l'environnement



Levez le voile sur les grands enjeux environnementaux

- Visites guidées
- Animations scientifiques
- Expositions interactives
- Ateliers de création

Dénichez des solutions concrètes pour un monde plus vert

- Transport vert
- Écotecnologies
- Maison solaire

Entrée gratuite pour les 17 ans et moins
Ouvert de 10 h à 18 h (fermé les lundis)

Biosphère
Musée de l'environnement

Île Sainte-Hélène, Montréal (Québec)
Métro Jean-Drapeau – 514-283-5000
www.biosphere.ec.gc.ca

Environnement Canada

Canada

BOUTIQUE LE PRÉSIDENT

EXPÉRIENCE UNIQUE

AU MASCULIN

Nous vous invitons à un événement exclusif à la boutique Le Président



LA BAIE,
RUE SAINTE-CATHERINE O.
Le jeudi 26 mars, de 11 h à 20 h
Réservez au 514-281-4422, poste 2524

Des offres exclusives et bien plus!

DÉCOUVREZ LES DERNIÈRES TENDANCES mode pour un look printanier fantastique. Au programme de la soirée : boissons, hors-d'œuvre, divertissements et prix.

LES 200 PREMIÈRES PERSONNES À RÉSERVER recevront un cadeau. Réservez avant le mercredi 25 mars 2009 au 514-281-4422, poste 2524.

15 % DE RABAIS SUR LES COLLECTIONS PRINTANIÈRES À PRIX ORDINAIRE POUR LUI. Vos marques griffées favorites telles ARNOLD BRANT, Z ZEGNA, GIANNI FILACCI, BEN SHERMAN, ZANETTI, KENNETH COLE NEW YORK, STRELLSON, TOSCANO, SAMUELSOHN et davantage...

CADEAU AVEC ACHAT - Avec tout achat de 250 \$ ou plus, obtenez une cravate Kolte EN PRIME! (Valeur approximative de 100 \$.)

**AUCUNE MENSUALITÉ PENDANT 12 MOIS*
UNE SOIRÉE SEULEMENT!**
AVEC TOUT ACHAT DE 499 \$ OU PLUS À LA BOUTIQUE LE PRÉSIDENT.

Taxes payables au moment de l'achat.

*Achat minimal de 499 \$ (avant taxes) réglé avec votre carte MasterCard® Hbc! ou votre carte de crédit Hbc. Précisions auprès d'un associé. © Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence. * Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

735425A Rue Sainte-Catherine O. MONTRÉAL

la Baie
WWW.LABAIE.COM

ENVIRONNEMENT

Naufrage de l'Exxon Valdez 20 ans plus tard

La marée noire a eu de graves répercussions



FRANÇOIS CARDINAL

ANALYSE

Il y a 20 ans aujourd'hui, le monde était témoin de l'un des plus importants désastres environnementaux de son histoire. Le désormais célèbre *Exxon Valdez* vomissait alors 40 millions de litres de pétrole brut dans les eaux glacées du golfe de l'Alaska.

Les années ont passé, les poissons ont frayé, des armées de travailleurs ont besogné et pourtant, encore aujourd'hui, le pétrole hypothèque toujours lourdement le fragile écosystème du détroit du Prince William.

L'absence d'un plan d'urgence doublée d'une forte houle, quelques jours après la terrible marée noire, a en effet transporté le brut sur des centaines et des centaines de kilomètres de côte, souillant plages, rochers, îlots et échantures sur son passage.

« Vous avez de la chance, lançait le porte-parole d'Exxon aux citoyens consternés, quelques jours après l'accident. Vous avez affaire à Exxon, et Exxon agit correctement. »

Quelque 10 000 travailleurs ont beau avoir été mobilisés pour nettoyer les berges depuis, quelque 98 000 litres de pétrole sont toujours présents dans l'environnement, selon la plus récente analyse du National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA).

« C'est bien peu considérant les quantités déversées, souligne le bras scientifique du gouvernement américain. Par contre, on retrouve encore des vestiges huileux de l'échouement sur certaines plages. Et certains endroits sont encore suffisamment contaminés pour inquiéter les résidents et les responsables de la restauration des lieux. »

« Vous avez de la chance, lançait Exxon après l'accident. Vous avez affaire à Exxon, et Exxon agit correctement. »

Le problème, ajoute-t-on, c'est que les hydrocarbures bien enfouis dans les sédiments disparaissent à très petite vitesse: à peine 4 % sont éliminés annuellement. Ce qui signifie qu'il faudra encore de nombreuses décennies avant que le tout ne retourne à un semblant de normalité.

Héritage

Cela dit, l'impact le plus important de l'échouement de l'*Exxon Valdez* est à la fois plus insidieux et plus grave, constate-t-on en visionnant le documentaire québécois *Marée noire: l'héritage de l'Exxon Valdez*, qui sera diffusé ce soir à 20h, sur RDI.

On y suit une communauté qui, en une nuit, a vu sa principale ressource disparaître d'un coup. Si le public a été secoué par ces images d'oiseaux englués, les citoyens de Cordova, principale municipalité touchée par le naufrage, ont été encore plus durement frappés par l'effondrement de la pêche, leur principale industrie.

Le documentaire de Robert Cornélius et Paul Carvalho s'attarde, par exemple, à l'histoire de Sam et Linden O'Toole, qui montre bien l'impact qu'a eu le naufrage sur le quotidien des gens. Ayant travaillé fort pour obtenir, en février 1989, un permis et un bateau qui leur permettraient de pratiquer la pêche commerciale, ils ont vu leurs investissements perdre toute leur valeur le mois suivant. Ils ont dû attendre une



Les images de la marée noire causée par l'Exxon Valdez dans le golfe de l'Alaska ont marqué l'imagination partout dans le monde.

PHOTO JOHN GAPS III, ARCHIVES AP

quinzaine d'années avant de reprendre la mer.

Plus encore, il y a eu le temps et l'énergie consacrés, pendant toutes ces années, à se battre en cour contre le géant Exxon. Ce dernier avait promis d'épuiser tous les recours juridiques possibles et imaginables, ce qu'il fit avec beaucoup de succès.

En juin dernier, la Cour suprême des États-Unis a en effet revu à la baisse les dommages punitifs imposés à la pétrolière. Fixés à 5 milliards de dollars en 1994, ils sont passés à 4 milliards, puis à 2,5 milliards pour atteindre finalement, l'an dernier, 507 millions US...

« Avant le déversement, Cordova était une municipalité très dynamique, avec un capital social immense, explique le sociologue Duane Gill. Aujourd'hui, c'est une municipalité usée. Prisonnière de l'interminable saga du déversement et des poursuites judiciaires. »

Des leçons

Mais à quelque chose malheur est bon, dit-on. Tout cela a-t-il été bénéfique sur certains points?

Du côté législatif, oui, on peut dire que le naufrage de l'*Exxon Valdez* a eu des effets positifs. Les périodes de repos pour les membres d'équipage des cargos, par exemple, sont beaucoup mieux encadrées. Les navires, qui doivent aujourd'hui être dotés d'une double coque, sont plus résistants. Les scientifiques ont approfondi considérablement leurs connaissances sur les impacts des déversements.

Et l'industrie, est-elle mieux préparée à l'éventuel naufrage d'un pétrolier? On croirait que oui, mais une enquête du World Wildlife Fund (WWF) dévoilée il y a quelques jours clame le contraire.

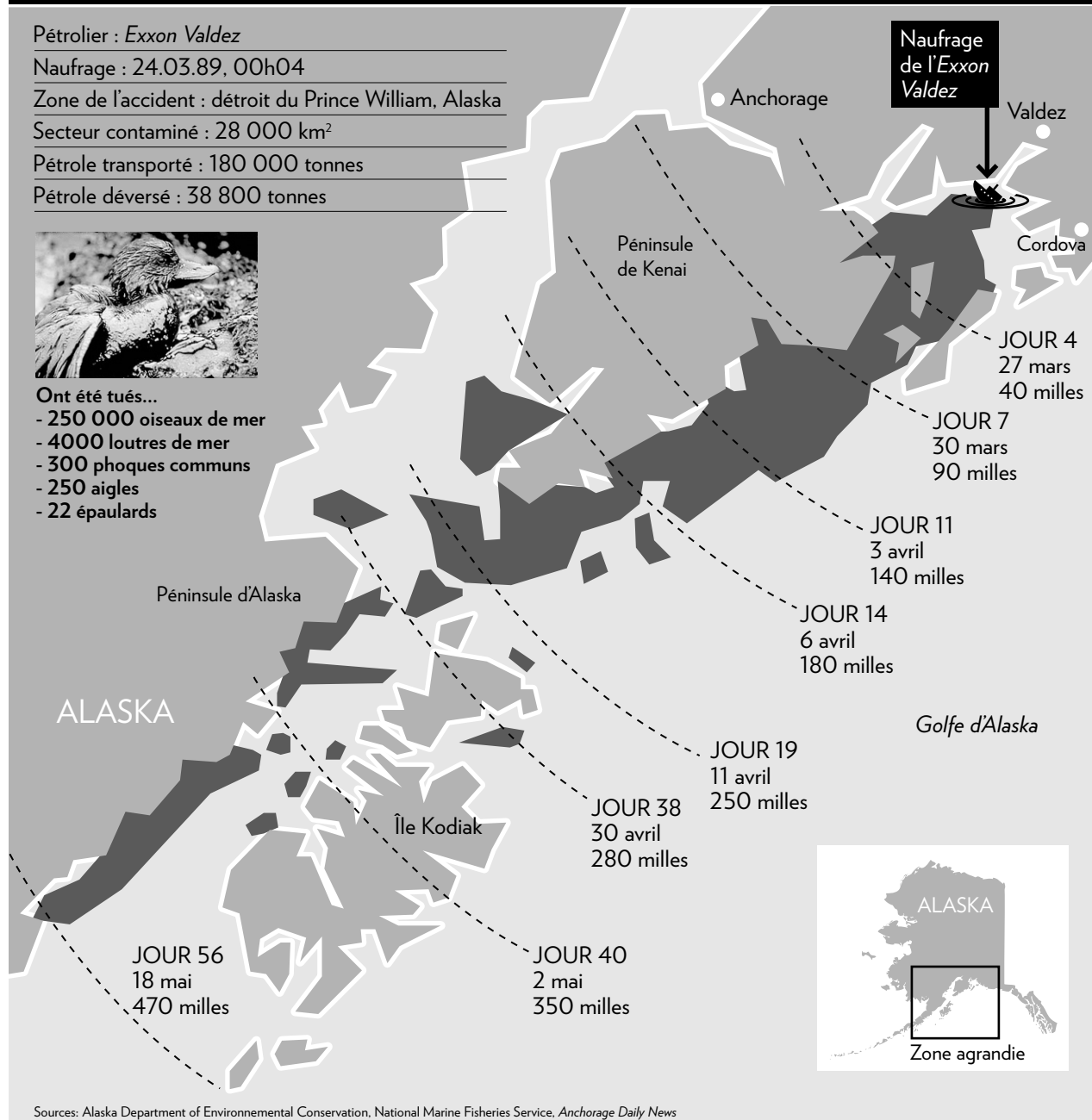
Intitulé « Les leçons non apprises », ce rapport énumère tout ce qui a été modifié et tout ce qui est demeuré inchangé en termes de préparation à une éventuelle marée noire. On applaudit ainsi l'adoption de l'Oil Pollution Act et le resserrement des normes de nettoyage. Mais on se désole surtout, en constatant que les cinq plus récents déversements pétroliers, survenus en 2006 et en 2007, ont été dévastateurs. « Si un tel déversement devait se reproduire, conclut-on, il serait tout aussi dévastateur aujourd'hui. »

LE NAUFRAGE DE L'EXXON VALDEZ EN 1989

Pétrolier : *Exxon Valdez*
Naufrage : 24.03.89, 00h04
Zone de l'accident : détroit du Prince William, Alaska
Secteur contaminé : 28 000 km²
Pétrole transporté : 180 000 tonnes
Pétrole déversé : 38 800 tonnes



Ont été tués...
- 250 000 oiseaux de mer
- 4000 loutres de mer
- 300 phoques communs
- 250 aigles
- 22 épaulards



UN DÉSASTRE MAJEUR

À 21h30 le 23 mars 1989, l'*Exxon Valdez* quitte le terminal de Valdez avec, à son bord, plus de 180 000 tonnes de pétrole brut provenant du gisement de Prudhoe Bay. Il met le cap vers le sud jusqu'à ce qu'il aperçoive des glaces flottant au loin. Le commandant du navire décide de dévier de sa trajectoire, puis quitte la barre. Le troisième officier prend les commandes, même s'il n'a pas la formation du commandant (on découvrira plus tard que ce dernier était ivre au moment du drame). L'*Exxon Valdez* s'aventure alors dans une zone de hauts-fonds. Puis à 00h04, il s'échoue sur le récif Bligh. Sa coque simple se déchire. Onze des treize citernes sont touchées. Quelque 40 000 tonnes de pétrole brut s'échappent alors du navire, provoquant l'un des plus importants désastres environnementaux de l'histoire.

MAISONNEUVE

EN DIRECT DE LA PLACE VILLE-MARIE
AVEC JACQUES BEAUCHAMP

Aujourd'hui 11h30

Montréal piétine. Comment revitaliser notre métropole québécoise?

Réalisation: Lucie Benoit

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/maisonneuve

C UTILISATEURS DE TWITTER,
SUIVEZ NOS NOUVELLES EXCLUSIVES ET LES COMMENTAIRES DE NOTRE ÉQUIPE
SUR TWITTER.COM/CYBERPRESSE

► **CYBERPRESSE.CA**

QUIZ

Testez vos connaissances de l'actualité sportive sur cyberpresse.ca/quizzsports

CINÉMA

Tout sur la cérémonie des Jutra qui a lieu le week-end prochain sur cyberpresse.ca/jutra

JARDINAGE

Aussitôt la neige fondue, vous pensez à votre jardin? Consultez notre section Jardinage sur cyberpresse.ca/jardinage



Karine Vanasse



PHOTO LOUISE TARDIF

NOS BLOGUES



ISABELLE AUDET
Que veulent les papas?

Un papa sexologue a mis cartes sur table sur CNN.com. Inspiré par toutes les confidences de ses patients et de ses amis aussi, il pondu un texte à l'intention des mamans.
À lire sur cyberpresse.ca/mere

SAINT-LAMBERT

Cinq citoyens privés d'accès à l'information

ÉRIC CLÉMENT

La directrice générale de Saint-Lambert, Michèle Lortie, a envoyé un huissier chez cinq citoyens pour leur signifier que la Ville ne répondra plus à leurs demandes de documents publics. Cette décision fait des mécontents jusque dans le caucus du maire Sean Finn.

Le maire Finn et M^{me} Lortie ont estimé que ces citoyens, qui font partie de l'organisme Comité Saint-Lambert vert (CSLV), ont «harcelé» la Ville avec des demandes «abusives». Le CSLV rétorque qu'il fait ces demandes d'accès à l'information parce que l'administration Finn-Lortie manque de transparence et que, de surcroît, ces demandes auront finalement permis à la Ville d'économiser plus de 7 millions d'ici 2050.

Le CSLV est un peu l'opposition officielle à Saint-Lambert. Avec 40 membres et quelque 200 sympathisants, ce «comité de vigilance citoyenne» est devenu puissant et organisé depuis un an. Sa mobilisation a entraîné, le 25 février, le rejet

temporaire du nouveau plan d'urbanisme lors de la signature d'un registre. Ses membres posent des questions sans relâche. Au conseil du 11 février, le maire, excédé, a même retiré le droit de parole à deux membres du CSLV et a mis fin abruptement à la séance du conseil.

M. Finn et M^{me} Lortie estiment que les 28 demandes d'accès à l'information faites par ces citoyens en 42 semaines, soit moins de trois par mois, ont engorgé le service du greffe, «ce qui cause un préjudice aux autres citoyens». Sans décision du conseil, ils ont fait appel à un avocat qui a préparé une requête, signifiée aux citoyens par huissier, et adressée à la Commission d'accès à l'information (CAI). Elle réclame la permission de ne plus agréer les demandes d'accès de ces citoyens.

Dans la requête, on lit que les citoyens visés ont notamment demandé à la Ville combien elle avait versé en honoraires à la firme de communication BCP depuis 2006. Le porte-parole du CSLV, Simon Denault, dit que «c'est la Ville qui exige de faire appel à la

loi sur l'accès à l'information» et que, grâce aux demandes d'accès, «le taux de taxation, la superficie et finalement le compte de taxes du golf Country club de Montréal ont été corrigés, ce qui représente 166 811,32 \$ par an en faveur de la Ville, soit 7 millions pour les 42 ans du bail».

En attendant que la requête soit tranchée, M^{me} Lortie a décidé de ne plus traiter les demandes de ces citoyens. Le porte-parole de la CAI, Jean-Sébastien Desmeules, a dit à *La Presse*, que «ce n'est pas ce qui est prévu par la loi». La Ville doit continuer de répondre aux demandes d'accès tant que la requête n'a pas été accueillie ou rejetée.

Ni le maire ni M^{me} Lortie n'ont rappelé *La Presse* malgré plusieurs tentatives. Par communiqué, le maire se défend de brimer les droits de ces citoyens. Il soutient que «la transparence est une des valeurs fondamentales» de sa gestion. Mais la requête dérange des citoyens qui ne sont pas membres du CSLV. Même des élus du parti du maire ont des réserves.

NIDS-DE-POULE À LONGUEUIL

Les cols bleus protestent contre le recours au privé

CATHERINE HANDFIELD

La Ville de Longueuil a recours à des sous-traitants pour colmater les nids-de-poule. Une initiative qui déplaît au syndicat de ses cols bleus, et qui a mené hier les deux parties devant le Conseil des services essentiels (CSE).

Le CSE a convoqué la direction de la Ville et le syndicat des cols bleus de Longueuil à une audience publique, à Montréal. Cette décision faisait suite à une demande d'intervention de l'administration municipale, qui allègue que certains cols bleus ont fait des «gestes illégaux» dans le cadre de leurs fonctions.

Les faits reprochés au syndicat se sont produits vendredi dernier. Selon l'employeur, des équipes de cols bleus auraient fait diverses manœuvres pour empêcher deux sous-traitants d'effectuer leurs travaux de colmatage dans le Vieux-Longueuil et à Saint-Hubert.

De plus, des membres du

syndicat auraient paradé dans les rues de la ville à bord d'une trentaine de camions municipaux. Ils auraient ensuite occupé le hall de l'hôtel de ville pendant une quinzaine de minutes. En tout, environ 150 cols bleus auraient cessé de travailler, selon la Ville.

«Ces actions ne sont ni nécessaires, ni agréables, d'autant plus que notre intention première est de donner un meilleur service aux citoyens», a dit le directeur des communications de la Ville, François Laramée. C'est la première fois que la Ville de Longueuil signe un contrat avec une entreprise privée pour colmater ses nids-de-poule, indique-t-il.

Le Conseil des services essentiels, qui rendra une décision cette semaine, devra déterminer si les gestes allégués par la Ville portent préjudice à un service auquel le public a droit. Le président du syndicat des cols bleus, Mario Gauthier, n'a pas répondu aux appels de *La Presse*, hier.

100 ans
Vorsprung durch Technik



Prenez vos désirs pour des réalités.



Événement
Sauter sur
une Audi
du 4 au 31 mars

Financement d'une Audi 2009 :		Location d'une Audi 2009 :	
premier mois à	0 \$	premier mois à*	0 \$
deuxième mois à†	0 \$	dépôt de sécurité à‡	0 \$

Financement et taux de location à seulement
2,9%††

Sauter sur ces offres d'une durée limitée.

Voici des offres sans précédent sur presque tous nos modèles, dont la brillante A4, le Audi Q5 au design enlevé et la A6 entièrement renouvelée. En choisissant le financement, vous récoltez les deux premiers mois gratuits. En louant, le premier mois vous est offert à 0 \$ et le dépôt de sécurité est supprimé. Faites vite l'essai d'une Audi 2009. Vous repartirez en neuf.

www.audi.ca

Prestige Audi
5905, autoroute Transcanadienne
St-Laurent QC
514 364-7777
www.audiprestige.com

Les Automobiles Niquet
1917, boul. Wilfrid-Laurier
Route 116
St-Bruno QC
450 653-7553
www.niquet.com

Les Automobiles Poplar
5442, rue Saint-Hubert
Montréal QC
514 270-3566
www.popularaudi.com

Audi Prestige DDO
4600A, boulevard St-Jean
Dollard-des-Ormeaux QC
514 426-7777
www.audiprestige.com

Park Avenue Audi
8755, boulevard Taschereau
Brossard QC
450 445-4811
www.parkavenueaudi.com

Automobiles Lauzon
2435, boulevard Chomedey
Laval QC
450 688-1120
www.lauzon.qc.ca

© Audi Canada 2009. L'offre se termine le 31 mars 2009 et peut changer ou être modifiée sans préavis. Livraison avant le 31 mars 2009. Commande du concessionnaire ou échange peut être nécessaire. Sélection de modèles selon disponibilité. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. ††Taux de financement et de location à partir de 2,9 % sur plusieurs modèles 2009. Taux jusqu'à 7,9 % selon le modèle et terme. *Taux de location fermé offert aux clients admissibles par Audi Finance, sujet à l'approbation du crédit, basé sur la location d'une nouvelle Audi 2009, à l'exception de la Audi A5, Audi S5, Audi R8, Audi A8 W12. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. ‡Première mensualité de 0 \$ et dépôt de sécurité de 0 \$. Première mensualité gratuite, jusqu'à la valeur maximale qui varie selon le modèle. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Taxes incluses, aucune valeur monétaire. Acompte ou échange équivalent, pré livraison et transport dès au début du bail. Frais pouvant aller jusqu'à 0,35 \$/km pour le kilométrage supérieur à 16 000 km par an, selon le modèle. Taxes, immatriculation, droits, frais administratifs (incluant les frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers), autres frais du concessionnaire, assurances et autres options en sus. †Taux de financement offert aux clients admissibles par Audi Finance, sujet à l'approbation du crédit, basé sur la location d'une nouvelle Audi 2009, à l'exception de la Audi A5, Audi S5, Audi R8, Audi A8 W12. Deux premières mensualités gratuites, jusqu'à la valeur maximale qui varie selon le modèle. Taxes incluses, aucune valeur monétaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Acompte ou échange équivalent, dû à la signature, peut être requis. Frais de transport, inspection de pré livraison, immatriculation, droits, frais administratifs (incluant les frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers), autres frais du concessionnaire, autres options et taxes en sus. Modèles européens montrés avec équipements en option qui peuvent ne pas être disponibles au moment de l'achat : Audi A4 Berline 2.0 TFSI quattro Premium, PDSF de 45 000 \$; Audi Q5 3.2 FSI quattro Premium, PDSF de 48 500 \$; Audi A6 Berline 3.0 TFSI quattro Premium, PDSF de 62 700 \$. « Audi », « A4 », « A5 », « A6 », « A8 », « Audi Q5 », « R8 », « S5 », « quattro », « FSI », « TFSI », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire ou composez le 1 800 367 AUDI.

CONGO Accord de paix

Le gouvernement de la République démocratique du Congo et la rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) ont signé un accord de paix, hier, à Goma (Est), selon l'AFP. L'accord prévoit la transformation du CNDP en parti politique, la libération des membres de l'ex-rébellion détenus par les autorités de RDC et la promulgation, par Kinshasa, d'une loi d'amnistie des anciens rebelles. Le document a été signé à Goma, capitale du Nord-Kivu, une province de l'est du pays particulièrement touchée par la guerre civile. La situation militaire dans le Nord-Kivu s'est stabilisée depuis le passage des commandants du CNDP dans le camp de Kinshasa, le 16 janvier dernier, et l'arrestation, au Rwanda six jours plus tard, de leur ancien chef, Laurent Nkunda. -AFP

INDE Première comparution

L'unique survivant du commando islamiste qui a attaqué Bombay en novembre 2008, tuant 174 personnes, a comparu hier devant la justice indienne. Témoignant par vidéoconférence, du fond de sa cellule, Mohammed Ajmal Amir Iman, a confirmé être originaire du Pakistan et a accepté d'être défendu par un avocat commis d'office. Le jeune homme de 21 ans a été arrêté le 26 novembre dernier, après avoir perpétré un carnage dans la gare principale de Bombay. Il a été inculpé fin février pour «actes de guerre contre le pays», meurtres et tentatives de meurtres et de violation de la législation sur les armes et les explosifs. L'Inde impute les attentats de Bombay au Lashkar-e-Taiba (LeT), un groupe islamiste armé clandestin pakistanais, actif au Cachemire. -AFP

LIBAN Chef du Fatah tué

Kamal Madhat, haut responsable du Fatah et ancien garde du corps personnel de Yasser Arafat, a été tué hier dans le sud du Liban avec trois hommes qui assuraient sa sécurité. Une explosion, apparemment provoquée par une bombe placée sur le bord de la route, a frappé le convoi de Kamal Madhat, composé de deux voitures, alors qu'il quittait le camp de Mieh Mieh près de Saïda. Le chef du Fatah, âgé de 55 ans, s'y était rendu pour présenter ses condoléances aux familles de deux membres du Fatah tués samedi dans une fusillade liée à une querelle dans le camp. Des rivalités entre militants du Fatah et groupes islamistes radicaux dans des camps de réfugiés au Liban ont déjà fait de nombreuses victimes chez les Palestiniens par le passé. -AP

GRANDE-BRETAGNE Complot déjoué

La justice britannique a inculpé, hier, deux adolescents de 16 et 17 ans soupçonnés de préparer une attaque à l'explosif contre une école pour le 20 avril, date du 10^e anniversaire de la tuerie du lycée Columbine, à Littleton, au Colorado, tuerie qui avait fait 13 morts. Les deux jeunes Britanniques sont inculpés de «complot pour causer une explosion susceptible de mettre en danger la vie d'autrui et endommager des biens», a précisé hier le service des procureurs de la Couronne. -AP

LE CHIFFRE DU JOUR

2390

C'est le nombre de condamnés à mort qui ont été exécutés en 2008, selon un rapport d'Amnistie internationale. Cinq pays, la Chine, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Pakistan et les États-Unis sont responsables de 93% des exécutions. À elle seule, la Chine a procédé à 1718 exécutions, soit 72%. -AFP

VIOLENCE EN IRAK

Fin d'une courte accalmie

D'APRÈS L'AFP

Moins d'une semaine après que l'armée américaine eut annoncé que le mois de mars 2009 était en passe d'être le moins meurtrier en six ans en Irak, un attentat qui a fait 25 morts et 50 blessés est venu jeter de l'ombre sur la prévision.

L'attentat suicide a été perpétré au milieu d'une cérémonie de condoléances qui avait lieu dans la ville de Jalawla, située à 130 km au nord-est de Bagdad. Le kamikaze s'est avancé au milieu des personnes présentant leurs condoléances à un chef communiste kurde qui venait de perdre son père et il a déclenché sa ceinture d'explosifs, selon des sources officielles. On ignore si ce chef communiste a péri dans l'attentat.

La localité, peuplée de Kurdes chiïtes et d'Arabes sunnites proches du réseau extrémiste Al-Qaeda, est située dans la province de Diyala, l'une des plus dangereuses d'Irak.

Plus tôt dans la journée, au moins 8 personnes ont été tuées et 16 autres blessées dans un

attentat perpétré à l'ouest de Bagdad, ont indiqué à l'AFP des sources au sein des services irakiens de sécurité.

Une bombe artisanale a explosé dans une rue d'un quartier industriel, selon des sources aux ministères irakiens de l'Intérieur et de la Défense.

L'attentat s'est produit près d'Abou Ghraïb, localité sunnite à 30 km de Bagdad, où, le 10 mars, au moins 33 personnes ont péri dans un attentat suicide visant des chefs de tribus et responsables militaires irakiens en visite dans cet ancien bastion de l'insurrection sunnite.

Deux jours plus tôt, 28 personnes, policiers et futures recrues, avaient été tuées dans un attentat suicide contre une académie de police de Bagdad, ravivant les craintes pour la sécurité en Irak, alors que l'armée américaine prévoit d'accélérer son désengagement dans les six mois à venir.

La stratégie de contre-insurrection de l'armée américaine couplée à des renforts de troupes a permis l'amorce d'une décade des violences fin 2007. En 2007, 17 430 policiers, militaires et

civils irakiens avaient péri dans les violences. En 2008, 6772 Irakiens avaient été tués, signe d'une baisse forte des attentats, attaques et assassinats. Les bilans des victimes de ces trois derniers mois sont au plus bas depuis 2003.

À la mi-mars, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Jakob Kellenberger, à la veille du sixième anniversaire de l'invasion américaine de l'Irak le 20 mars 2003, a indiqué que les Irakiens luttent toujours au quotidien contre les épreuves et les violences.

«Déposez les armes»

L'attentat d'hier contre le chef kurde a coïncidé avec l'arrivée en Irak du président turc, Abdullah Gül, pour une visite historique.

Le président irakien, Jalal Talabani, a profité de la rencontre au sommet pour lancer un ultimatum aux séparatistes kurdes du PKK, qui opèrent à partir de l'Irak pour lancer des attaques contre l'armée turque. Talabani a ordonné hier à la guérilla de déposer les armes ou de quitter l'Irak.

«Il faut que le PKK se lance dans la vie politique et parlementaire au lieu de se servir de ses armes, car l'utilisation des armes fait du tort aux Kurdes et aux Irakiens», a estimé le président irakien, lui-même kurde.

«La Constitution irakienne interdit les groupes armés, le PKK comme les autres et, actuellement, nous travaillons avec cet objectif par le biais du comité tripartite» turco-américano-irakien, a ajouté le chef de l'État irakien.

L'Irak, les États-Unis et la Turquie avaient créé, en novembre 2008, un comité conjoint pour combattre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur le territoire irakien à proximité de la frontière avec la Turquie.

«Il y a une nouvelle réalité, c'est que les terroristes sont dans le nord de l'Irak. Il est temps d'en finir avec ces problèmes, parce qu'ils entravent les relations entre nos deux pays», a déclaré Abdullah Gül.

Joint par téléphone, le chargé des relations extérieures du PKK, Ahmed Deniss, a fustigé la visite du président turc.



Le Dr Patrick Berche est à Montréal pour prononcer une conférence, ce soir, à l'Université de Montréal.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Patrick Berche, microbiologiste français, en entrevue à *La Presse*

Alerte à la guerre bactériologique

MATHIEU PERREAULT

Le monde est beaucoup plus vulnérable qu'on ne le pense à la guerre bactériologique. Les vaccins sont plus ou moins efficaces contre plusieurs agents naturels, et les progrès de la biologie permettent d'envisager des microbes mutants, voire une version transmissible par voie aérienne du VIH.

Tel est le constat alarmant que pose Patrick Berche, microbiologiste français qui vient de publier *L'histoire secrète des guerres biologiques* et donne ce soir une conférence sur le sujet à l'Université de Montréal.

«Il n'y a plus de contrôle sur les recherches militaires bactériologiques en Russie et aux États-Unis, affirme le Dr Berche, qui est professeur de microbiologie à l'Université Paris-Descartes. Il est possible que nous ayons à combattre des microbes que nous aurons nous-mêmes créés.»

Le plus inquiétant, selon le microbiologiste parisien, est la possibilité de mélanger plusieurs microbes en laboratoire, une pratique déjà courante dans les milieux industriels. Il pense qu'un VIH aérosolisé est «hypothétique, mais envisageable».

Karl Weiss, microbiologiste à l'hôpital Maisonneuve Rosemont, à qui *La Presse* a soumis l'hypothèse du Dr Berche, estime qu'une telle modification du VIH serait «une prouesse qui nous plongerait dans le XXI^e siècle».

Dans son livre, le Dr Berche

fait une description détaillée de nombreux événements avérés de guerre bactériologiques, notamment les incroyables avancées soviétiques qui sont parvenues à créer un bacille du charbon résistant aux vaccins, mais aussi de rumeurs.

« Il n'y a plus de contrôle sur les recherches militaires bactériologiques en Russie et aux États-Unis. Il est possible que nous ayons à combattre des microbes que nous aurons nous-mêmes créés. »

Par exemple, il avance qu'il est possible que les autorités militaires britanniques aient inoculé la variole à des civils de Québec en 1775 pour contaminer l'armée américaine qui assiégeait la ville. Il avance aussi que les Soviétiques pourraient avoir contaminé la Wehrmacht avec la tularémie en 1942, à Stalingrad, ce qui rendrait la guerre bactériologique responsable de l'un des tournants majeurs de la guerre. Enfin, les Américains semblent avoir largué des animaux atteints de la peste et de la maladie du charbon en 1952, en Chine et en Corée du Nord.

Son allégation la plus spectaculaire, cependant, est l'existence d'un complot militaire responsable des attaques au bacille du charbon à l'automne 2001.

«J'ai rencontré Bruce Ivins, le suspect présumé, en 1998

ou 1999, quand il m'avait fait visiter la base militaire de Fort Detrick. J'ai beaucoup de difficulté à croire qu'aucune autopsie de son corps n'ait été faite après son suicide, et qu'il se soit fait incinérer parce qu'il était un catholique très pratiquant. Il y a

aussi la possibilité que le bacille du charbon ait été mélangé à du silicium, pour le rendre plus durablement aérosolisé. Si c'est le cas, Ivins avait nécessairement un complice. Comme un pays aussi puissant n'admettrait pas que le monde sache que ses militaires sont divisés au point que certains fomentent un complot, il est possible qu'Ivins ait été éliminé.»

Bruce Ivins s'est suicidé l'été dernier et a obligé sa femme, aussi catholique que lui, à le faire incinérer en ajoutant une clause à son testament qui léguait toute sa fortune à un groupe pro-choix en matière d'avortement. Cette clause a été présentée comme un autre signe de son instabilité, qui s'exprimait aussi par des commentaires parfois harcelants à l'égard de collègues féminins.

L'autre grande controverse dont traite le Dr Berche est la guerre

bactériologique en Corée du Nord et en Chine. Il ne croit pas que les rapports d'autopsie aient pu être totalement inventés, comme le croient la plupart des chercheurs américains. Et il met en doute les archives soviétiques déclassifiées en 1998, où Staline demande à Mao de cesser de faire des fausses allégations à l'égard des Américains.

«On ne saura jamais vraiment la vérité tant que les archives militaires américaines ne sont pas complètement déclassifiées, dit le Dr Berche, en entrevue dans un hôtel du centre-ville. Il a fallu attendre 1976 pour que les Américains admettent qu'ils ont protégé les responsables des programmes bactériologiques japonais.»

À noter, l'un des principaux documents sur lesquels s'appuie le Dr Berche à ce sujet a été écrit par un professeur d'histoire de l'Université York, Stephen Wendicott, dont le père était missionnaire en Chine et a témoigné en faveur des allégations chinoises de guerre bactériologique américaine.

Mis à part l'épisode britannique de la variole, le Canada n'a connu qu'un épisode militaire bactériologique, entre 1942 et 1943, quand des armes basées sur le bacille du charbon ont été mises au point à la Grosse-Île, dans le Saint-Laurent.

L'inventeur de la pénicilline, Fred Banting, était à la source du projet.

Le dalaï-lama, *persona non grata* en Afrique du Sud

D'APRÈS L'AFP ET AP

Prétendant qu'une visite du dalaï-lama n'était « pas dans son intérêt », le gouvernement d'Afrique du Sud a décidé de ne pas accorder de visa au chef spirituel des bouddhistes tibétains, soulevant du coup la grogne.

Le dalaï-lama devait assister, avec d'autres lauréats du prix Nobel de la paix, à une conférence, vendredi, à Johannesburg, sur le football comme instrument de lutte contre le racisme et la xénophobie, dans la perspective du Mondial 2010, organisé par l'Afrique du Sud.

« Le gouvernement sud-africain n'a pas invité le dalaï-lama, parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Afrique du Sud », a justifié le porte-parole de la présidence sud-africaine, Thabo Masebe.

« Le monde prête attention à l'Afrique du Sud parce que nous allons accueillir la Coupe du

monde 2010, et nous ne voulons rien qui puisse perturber ce message », a-t-il ajouté.

Pretoria a cédé à « l'intense pression des autorités chinoises », avait auparavant estimé le porte-parole du dalaï-lama, Thubten Samphel.

« Puisque Sa Sainteté a dit qu'il n'embarrasserait aucun gouvernement étranger, nous ne protesterons pas, mais nous sommes évidemment très déçus », avait-il poursuivi.

Démenti sud-africain

Le gouvernement sud-africain a démenti avoir subi la moindre pression. « Nous sommes un pays indépendant et souverain et nous prenons des décisions souveraines », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ronnie Mamoepa.

En protestation à la décision du gouvernement sud-africain, le comité Nobel pour la paix a annoncé qu'il renoncerait à par-

ticiper à la conférence à moins qu'il y ait un renversement de situation. Tous deux lauréats du prestigieux prix, Desmond Tutu et Frederik de Klerk ont eux aussi menacé de renoncer à la rencontre en signe de solidarité avec le dalaï-lama.

La Chine, qui gagne quotidiennement en influence à travers le continent africain, où elle investit abondamment, accuse le dalaï-lama de vouloir l'indépendance du Tibet et a renforcé sa sécurité sur le « toit du monde » ces dernières semaines pour empêcher toute insurrection dans le cadre du 50^e anniversaire d'un soulèvement antichinois.

Il y a 50 ans, après l'invasion et l'occupation par la Chine du Tibet, en 1950-1951, le 14^e dalaï-lama a fui le Tibet. Depuis, il est à la tête d'un gouvernement en exil qui demande l'autonomie du Tibet à l'intérieur de la Chine.

Le dalaï-lama a remporté le prix Nobel de la paix en 1989.



PHOTO GIANLUIGI GUERCIA, AFP

Benoît XVI quitte le sol africain pour rentrer chez lui, au Vatican.

Fin de tournée africaine pour Benoît XVI

D'APRÈS AP

Benoît XVI a quitté l'Angola, hier, au terme d'un voyage d'une semaine en Afrique, marqué par la polémique à la suite de ses déclarations controversées sur le préservatif. Le pape a appelé à plus de solidarité entre nations et enjoint aux dirigeants politiques de faire des « aspirations fondamentales des plus démunis » leur priorité.

« Nos coeurs ne peuvent pas être en paix tant que des frères souffrent du manque de nourriture, de travail, d'une maison et d'autres biens fondamentaux », a déclaré le souverain pontife lors de son discours de départ à l'aéroport de Luanda. Plusieurs milliers d'habitants s'étaient massés le long du trajet vers l'aéroport pour le saluer.

Au cours de ce déplacement en Afrique, son premier en tant que pape, Benoît XVI s'est rendu au Cameroun et en Angola, deux pays comptant d'importantes populations catholiques. Il a souligné au Cameroun qu'un « chrétien ne peut jamais garder le silence » face à la violence, la pauvreté, la faim, la corruption ou l'abus de pouvoir.

En Angola, pays ravagé par trois décennies de guerre civile, il a dénoncé le fléau de la guerre sur le continent noir et appelé tous les Africains à la réconciliation lors d'une messe en plein air, célébrée devant un million de fidèles à Luanda.

« La guerre peut détruire tout

ce qui a une valeur », a noté Benoît XVI, estimant que ces maux en Afrique ont « réduit les pauvres en esclavage et privé les générations futures des ressources nécessaires à la création d'une société plus juste et plus stable ». Au cours de sa messe dominicale, le pape a également dénoncé la « nébuleuse du mal » qui plane sur l'Afrique, suscitant guerres, conflits tribaux, rivalités ethniques, pauvreté et esclavage.

Mais Benoît XVI a également été confronté au cours de ce déplacement à une polémique mondiale suscitée par ses propos sur le préservatif, le 17 mars.

« Vous ne pouvez pas » combattre le sida « avec la distribution de préservatifs », a-t-il déclaré à des journalistes dans l'avion qui le conduisait au Cameroun. « Au contraire, cela aggrave le problème », a-t-il ajouté.

Benoît XVI ne s'était jamais exprimé explicitement sur l'usage des préservatifs, même si sa position sur cette question était connue. Son prédécesseur, Jean-Paul II, a souvent déclaré que l'abstinence sexuelle était le meilleur moyen d'enrayer la propagation de la maladie, sans toutefois évoquer le préservatif.

Les déclarations de Benoît XVI ont suscité un tollé, alors qu'environ 22 millions de personnes en Afrique subsaharienne sont infectées par le VIH. Cette région du monde a représenté en 2007 les trois quarts de l'ensemble des décès dus au sida et les deux tiers des séropositifs sur la planète.

Leur chauffeur est libéré, mais pas les deux diplomates canadiens

JUDITH LACHAPELLE

La libération du chauffeur des diplomates Robert Fowler et Louis Guay est une « excellente nouvelle », estime le ministère des Affaires étrangères du Canada. « Néanmoins, dit le porte-parole Lisa Monette, nous demeurons très préoccupés par le sort des représentants des Nations unies. »

Robert Fowler et Louis Guay, ainsi que leur chauffeur nigérien Soumana Mounkaila, ont été enlevés le 14 décembre sur une route à l'ouest de Niamey, capitale du Niger. Ils revenaient d'une visite privée d'une mine appartenant à la société canadienne Semafo. Les autorités ont retrouvé leur véhicule, aux couleurs de l'ONU, portières ouvertes et moteur tournant. Des téléphones cellulaires et un manteau y avaient été laissés.

Soumana Mounkaila a été libéré ce week-end à Bamako, capitale du Mali.

MM. Fowler et Guay se trouvaient au Niger en mission spé-

cial de l'ONU. Ils devaient tenter de rapprocher le gouvernement nigérien des nomades touaregs, une minorité ethnique du nord du pays en rébellion contre l'État. Le gouvernement nigérien avait d'abord blâmé les Touaregs pour l'enlèvement de trois employés de l'ONU.

L'ONU a salué la libération de Soumana Mounkaila.

« C'est l'un de nos employés et il est père de six enfants. »

Mais en février, la branche nord-africaine d'Al-Qaeda a revendiqué l'enlèvement des diplomates canadiens, ainsi que celui de quatre touristes européens enlevés, eux, le 22 janvier au Niger.

MM. Fowler et Guay sont apparus vivants au début février sur un

enregistrement vidéo. Vendredi dernier, le Mali — où seraient détenus les otages — a arrêté deux membres présumés d'Al-Qaeda en Afrique. Les ravisseurs demandent la libération de militants islamistes en Europe.

Le ministère des Affaires étrangères dit « collaborer instamment et étroitement avec nos partenaires pour obtenir la libération des otages dans les plus brefs délais ».

L'ONU a aussi salué la libération de M. Mounkaila. « C'est une bonne nouvelle, a indiqué à *La Presse* le porte-parole Farhan Haq. C'est l'un de nos employés et il est père de six enfants. »

Dans un communiqué, le secrétaire général Ban Ki-moon a dit apprécier les efforts pour aider à la libération des employés enlevés.

MM. Fowler et Guay, a conclu Ki-moon, doivent être libérés « sans délai ».

Avec AFP

SYNTONISEZ LES CAMARADES

MIDI MORENCY
LUN. AU VEN. 11H30 À 13H

JUSTE POUR LE FUN
RICHARD TURCOTTE, GUY JORDIN, JEAN-CLAUDE GÉLINAS
LUN. AU VEN. 5H30 À 9H

LES CERVEAUX DE L'INFO
RICHARD Z. SIROIS, MARC-ANTOINE AUDETTE, SÉBASTIEN TRUDEL
LUN. AU VEN. 15H À 18H

LAFORTUNE VOUS SOURIT
LUN. AU VEN. 9H À 11H30

LA COMPILÉ DE CLAUDINE PRÉVOST
LUN. AU VEN. 13H À 15H

ÉDITORIAUX

Un gros si



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Les marchés boursiers ont littéralement sauté de joie après la publication par le Trésor américain des modalités de son plan de rachat des actifs toxiques des institutions financières.

Les indices américains ont bondi de quelque 7%, le TSX de 5%. C'est tout un contraste avec la chute de 5% qu'avait provoquée il y a un mois la première annonce du secrétaire au Trésor, Tim Geithner, jugée beaucoup trop vague.

Le sursaut de confiance provoqué par le plan Geithner est difficile à comprendre.

Ce sursaut de confiance des investisseurs est difficile à comprendre. En effet, s'il comporte plusieurs précisions, le plan présenté hier est conforme aux grandes lignes annoncées en février. Surtout, la réussite des mesures annoncées reste très incertaine.

S'il fonctionne, le plan Geithner permettra aux banques de recommencer à prêter et assurera la relance de l'économie américaine. Mais c'est un gros si.

Selon les explications fournies par le secrétaire, le gouvernement s'associera à des investisseurs privés pour acheter les actifs toxiques détenus par les institutions financières. Il s'agit de prêts hypothécaires ou de titres adossés à de tels prêts, actifs qui ont perdu toute leur valeur à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière. Les fonds privés et Washington investiront à parts égales dans l'achat de ces actifs. Le reste des sommes requises

viendra de prêts versés ou garantis par le gouvernement. Ce partenariat public-privé doit permettre de libérer les bilans des banques d'entre 500 milliards et 1000 milliards d'actifs toxiques.

Selon l'administration Obama, l'approche public-privé comporte plusieurs avantages. Elle fait assumer une partie des risques au secteur privé. Si les produits acquis par le biais du programme prennent de la valeur, le gouvernement recueillera la moitié des profits. Enfin, comme les actifs seront vendus aux plus offrants, leur prix sera déterminé par le marché plutôt que par des négociations entre les banques et l'État.

Déjà, des investisseurs ont manifesté leur intérêt. Cependant, le scepticisme reste grand. Le chroniqueur du *New York Times* et Prix Nobel d'économie, Paul Krugman, estime qu'il s'agit d'une « supercherie financière ». Selon lui, les règles du marché ne joueront pas du tout puisque le risque des investisseurs est nul: si les actifs perdent de la valeur, le privé n'aura pas à rembourser les prêts consentis ou garantis par Washington.

Même chez ceux qui voient le plan d'un bon œil, on s'interroge. Si les actifs en question ont un bon potentiel à long terme, ceux qui les détiennent voudront-ils les vendre à bas prix?

S'ajoute une autre complication. Des représentants d'acheteurs potentiels ont fait savoir qu'il était hors de question que le gouvernement encadre la rémunération de leurs employés. La Maison-Blanche insiste d'ailleurs pour dire que ces firmes n'ont rien de commun avec l'assureur AIG. Déjà furieuse, l'opinion acceptera-t-elle de faire cette distinction?

Il faudra sans doute plusieurs mois avant que l'on sache si le plan Geithner aura permis de rouvrir les vannes du crédit bancaire. Pour quelque temps encore, les mauvaises nouvelles économiques risquent d'être plus nombreuses que les bonnes.

Aux Québécois de jouer



jbeaupre@lapresse.ca

JEAN-PASCAL BEAUPRÉ

Étranglé par la crise, George Gillett songe à se départir du Canadien. L'occasion est belle de ramener l'équipe entre les mains d'intérêts québécois. Mais pas à n'importe quel prix.

En 2001, lorsque M. Gillett avait mis le grappin sur le Tricolore, les acheteurs potentiels ne s'étaient pas bousculés aux portes de Molson. La bulle technologique venait d'éclater. Les marchés financiers dégringolaient. Les performances du Canadien sur la patinoire étaient médiocres. Les salaires versés en dollar US coûtaient une fortune aux équipes canadiennes en raison de la faiblesse du huard. Les investisseurs québécois et canadiens s'étaient finalement montrés frileux et avaient passé leur tour.

M. Gillett, lui, avait flairé la bonne affaire. Grâce à un prêt de la Caisse de dépôt, il a acquis 80,1% du Canadien, et obtenu le Centre Bell en prime, pour 275 millions.

Depuis qu'il en est devenu propriétaire, l'homme d'affaires américain a fait la démonstration que le Canadien pouvait être rentable... même si son équipe n'est jamais passée près de gagner la Coupe Stanley. Selon la revue *Forbes*, la valeur de la franchise a grimpé de 18% l'an dernier pour atteindre 334 millions US, la troisième en importance de la LNH.

On s'entend, le Canadien n'est pas n'importe quelle entreprise. Les Québécois y sont viscéralement attachés. Rien – sauf la Coupe! – ne ferait plus plaisir aux centaines de milliers d'inconditionnels de la sainte Flanelle que

la propriété de l'équipe centenaire retourne en sol québécois.

Les prétendants d'ici, aux reins assez solides pour s'offrir le Canadien en cadeau tout en y voyant une judicieuse occasion d'affaires, pourraient être plus nombreux qu'en 2001. Le milliardaire Guy Laliberté a récemment empoché 600 millions en vendant 20% du Cirque du Soleil. C'est un investissement qui est également à la portée de la bourse de René Angélil et Céline Dion. Pierre Karl Péladeau pourrait aussi être tenté d'ajouter ce joyau à l'empire Quebecor. Sans oublier Stephen Bronfman, qui avait jonglé avec l'idée il y a huit ans, et la famille Saputo, riche propriétaire de l'Impact.

Cela dit, le *timing* est présentement loin d'être idéal pour l'acquisition d'une équipe professionnelle. L'économie vacille. Plusieurs équipes américaines de la LNH vivent. Or le Canadien, une des formations les plus rentables du circuit Bettman, est tenu à un partage de revenus avec les équipes les plus faibles. La crise risque de faire culbuter les revenus publicitaires la

saison prochaine. Le Centre Bell fait salle comble, mais qu'en sera-t-il lorsque viendra le temps de renouveler l'abonnement des billets dans quelques mois, surtout si le Canadien est exclu des séries? Le budget loisir des amateurs tend à fondre en période de récession.

Il ne faudrait pas non plus exclure des acheteurs de l'extérieur du Québec. Bien qu'il ne soit pas dans les bonnes grâces des bonzes de la LNH, le grand patron de Research In Motion, Jim Balsillie, pourrait se manifester. Obstacle majeur: il voudrait transférer la franchise à Hamilton.

George Gillett se montrera-t-il gourmand? Compte tenu d'un horizon économique fort incertain, un investisseur hésitera peut-être à se lancer seul dans une telle aventure. Mais si une alliance se dessinait au Québec?

QUI POURRAIT ACHETER LE CANADIEN?



serge.chappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Les petites victoires

La Russie cherche à regagner sa place parmi les grandes puissances

JOCELYN COULON



L'auteur est

directeur

du Réseau

francophone

de recherche

sur les

opérations de

paix affilié au

CERJUM de

l'Université de Montréal.

La Russie engrange les dividendes de la guéguerre politique et stratégique qu'elle livre aux Occidentaux depuis maintenant deux ans. Du fameux discours de Vladimir Poutine en Allemagne, en février 2007, où il accusait les Occidentaux d'avoir exploité les faiblesses de son pays après l'effondrement de l'URSS, jusqu'à la déclaration il y a quelques jours de son successeur Dmitri Medvedev, annonçant le réarmement de son pays face «aux tentatives incessantes de l'OTAN de développer ses infrastructures militaires près de la Russie», en passant par la guerre avec la Géorgie l'an dernier, la volonté de ne plus se faire bousculer et de reprendre le terrain perdu est clairement affirmée. Les petites victoires russes se succèdent, et l'Occident en porte une partie de la responsabilité.

La Russie, disent Poutine et Medvedev, a été trop longtemps tenue pour quantité négligeable, particulièrement dans les cercles du pouvoir à Washington. C'est à la fois vrai et faux. Au lendemain de la débâcle idéologique et économique du système communiste, l'empire soviétique s'est littéralement liquéfié, ouvrant ainsi aux puissances occidentales un véritable passage où les États-Unis et l'OTAN se sont rapidement engagés.

À marche forcée, l'Alliance atlantique s'est élargie en repoussant ses frontières de plus en plus à l'est, au point de s'installer aux portes de la Russie. En 2001-2003, ce que Moscou considère comme un encerclement s'est accéléré avec l'installation de bases et le déploiement de troupes en Asie centrale, en Afghanistan et en Irak. Sans le dire ouvertement, et peut-être inconsciemment, l'Occident a resserré l'étau sur la Russie en recréant ou en renforçant, souvent de manière informelle, le cerceau d'alliances qui avait ceinturé l'ancienne Union soviétique dans les années 50. Il n'en fallait pas plus pour provoquer au Kremlin le sentiment qu'on reproche toujours aux Russes depuis un siècle: la paranoïa.

La Russie a toutefois la mémoire courte. Dans les moments de



PHOTO GEORGE ABDALADZE. ARCHIVES AP

C'est sur le plan militaire que les Occidentaux ont fauté et provoqué la colère des Russes, notamment lors du conflit en Géorgie l'an dernier.

grande détresse, comme ce fut le cas au début des années 20 lors d'une grande famine, puis pendant la guerre contre les nazis, l'Occident n'a pas ménagé son aide après la chute du Mur de Berlin. Des milliards ont été investis dans le tourisme, les transports, les infrastructures, la dépollution et même l'élimination de certaines armes nucléaires. Des intérêts bien sentis

Il n'y aura pas de nouvelle guerre froide. La Russie ne fait pas le poids et n'en veut pas.

ont motivé ces actions, mais aussi le souci de soulager la détresse des Russes et d'éviter le chaos. De ce côté-là, la Russie n'a quand même pas été maltraitée. Après tout, grâce aux investissements européens dans les hydrocarbures, la Russie contrôle aujourd'hui 75% des approvisionnements en gaz et en pétrole vers l'Europe. Un puissant moyen d'influence que Moscou ne se gêne d'ailleurs pas d'utiliser ces temps-ci.

C'est plutôt sur le plan militaire que les Occidentaux ont fauté et

provoqué la colère des Russes. L'administration Bush s'est particulièrement illustrée dans son rôle de provocateur. La décision de déployer des éléments du bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque, l'aide militaire directe à la Géorgie, les petites combines visant à déstabiliser certains pouvoirs en Asie centrale, toutes ces actions visant à affaiblir la Russie n'ont finalement abouti qu'à la réveiller.

Le bilan? Globalement négatif: la Géorgie a perdu le tiers de son territoire, les bases occidentales sont expulsées d'Asie centrale, les Iraniens jouent Moscou contre Washington dans le dossier du nucléaire, et le gouvernement tchèque vient de perdre toute crédibilité en retirant son projet de soumettre à un vote du Parlement l'accord sur le bouclier antimissile, un système aussi illusoire qu'inopérant, signé en toute hâte avec l'ami George W. Bush.

Pour autant, il n'y aura pas de nouvelle guerre froide. La Russie ne fait pas le poids et n'en veut pas. Elle cherche sa place, dans les premiers rangs. À Washington, Londres et Paris, il semble qu'on l'ait compris. En ces temps de turbulences, l'accommodement ne sera pas une abdication.

Tout un défi pour Ignatieff



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Michael Ignatieff réussira-t-il là où Stephen Harper a échoué? Plus précisément, réussira-t-il à desserrer l'emprise du Bloc québécois sur la province? Rien n'est moins sûr.

Certes, les libéraux fédéraux se réjouissent du dernier sondage Nanos qui leur fait devancer les conservateurs de 13 points et les place presque à la hauteur du Bloc, à 32 contre 36%. Mais ces chiffres sont trompeurs, car une trop grande partie des appuis libéraux est concentrée dans l'ouest de l'île de Montréal, et le Bloc garde la main haute sur les circonscriptions francophones.

Le Bloc, c'est l'autonomie dans un Canada stable, un ersatz de souveraineté, l'indépendance sans risque.

Le PLC devra se faire une raison: beaucoup de Québécois francophones ont pris goût au repli dans le cocon douillet que leur offre le Bloc, qui les borde tous les soirs en leur disant qu'ils peuvent dormir en paix puisqu'il veille à leurs «intérêts». Le Bloc est une couche confortable, homogène, puisqu'on est, sous sa tente, «entre nous», «chez nous», juste entre Québécois francophones, et que son discours est simple et unidimensionnel, ce parti ne ciblant qu'une seule clientèle et n'ayant jamais à tenir compte des intérêts des autres provinces ou des autres groupes qui composent le Canada.

Le Bloc, c'est le Québec autonome dans un Canada stable, un ersatz de souveraineté, l'indépendance sans risque. En français cela s'appelle l'isolement, mais bon, n'est-ce pas plus facile d'être un gros poisson dans un petit lac qu'un moins gros poisson dans un grand lac?

Pour lutter contre cette puissante tentation isolationniste, il faudra plus que se vanter, comme le fait rituellement M. Ignatieff, de ce que ses grands-parents sont enterrés dans les Cantons-de-l'Est. Mais comment donc pourrait-il surenchérir sur ce qu'offre le Bloc, alors que toute promesse au Québec doit être tempérée par des promesses aux autres provinces? Ainsi, Gilles Duceppe n'a pas manqué de rappeler, à ceux qui pourraient être séduits par le nouveau chef libéral, que ce dernier encourage l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta... lesquels iraient, dit-il le chef bloquiste, «contre les intérêts du Québec». Comme si la pollution ne visait que le Québec, et comme si les revenus albertains ne comptaient pas pour beaucoup dans les transferts faits au Québec au titre de la péréquation! Mais c'est le truc du Bloc: toujours présenter les choses comme une attaque directe contre le Québec.

Ce dernier week-end, au conseil général de son parti, M. Ignatieff reprenait le mantra de M. Harper en arguant que les Québécois «méritent» d'être au pouvoir. Il a raison, bien sûr, mais voilà, c'est le langage de la raison, face au confort émotionnel offert par le Bloc. Le plus que le PLC puisse espérer, pour l'instant, est de retrouver durablement son statut de premier parti fédéraliste au Québec.

N'importe. Le PLC monte, c'est indéniable, au Québec autant qu'au Canada, et Michael Ignatieff joue ses cartes avec habileté. Il a enterré (mais avec tous les égards) le projet de coalition, a jeté aux orties (mais avec courtoisie) le «Tournant vert» de son prédécesseur, il a rompu l'alliance insensée avec les verts d'Elizabeth May, il a entamé la reconquête de l'Ouest (une terrible côte à remonter), il a enfin donné à son parti une vigoureuse impulsion destinée à renflouer les coffres vides et à renouveler le personnel politique.

Ainsi, les députés sortants, loin d'être automatiquement reconduits, devront le cas échéant affronter des concurrents aux assemblées d'investiture. Seul un parti confiant et optimiste peut se permettre une telle exigence envers ses députés: cela prouve qu'il y a de la compétition dans l'air, et que dans plusieurs circonscriptions, on va se battre pour l'investiture libérale.

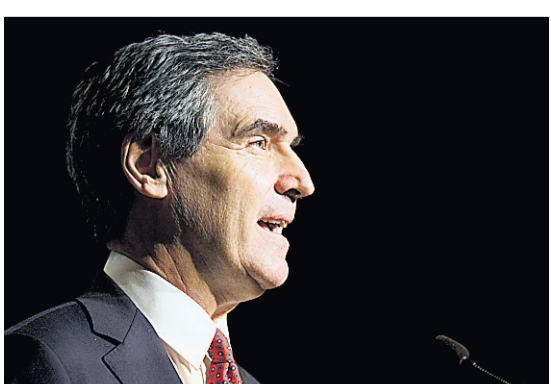


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
Michael Ignatieff lors du conseil général de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada, à Laval.

Le Vérificateur doit s'en mêler

Les fortes pertes de la Caisse de dépôt dans les PCAA soulèvent encore plusieurs questions

JEAN ROY



L'auteur est professeur de finance aux HEC de Montréal.

Les difficultés de la Caisse de dépôt et placement sont maintenant bien connues. La Caisse a eu des résultats financiers déplorables: un rendement négatif de 25% impliquant une perte de 39,8 milliards, dont 3,4 milliards dans ses placements en PCAA. Parallèlement, elle a vécu au cours de 2008 le départ prématuré de deux présidents. Récemment, les actions prises pour nommer un nouveau président ont soulevé une très vive controverse. L'avenir de la Caisse est encore matière à préoccupation. Trois grandes questions se posent.

Premièrement, l'implication de la Caisse dans le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) demeure encore largement incomprise. Plusieurs questions importantes restent encore sans réponses. Qu'est-ce qui a amené la Caisse à détenir autant de PCAA? Quels étaient les liens entre la Caisse et Coventree? Qu'est-ce qui explique la défaillance du comité de direction nommé Comité déposants et risques et celle du Comité de gestion des risques du conseil d'administration?

Afin que les erreurs du passé ne se répètent pas, il faut bien les comprendre. Cette tâche demandera du temps, des ressources et des compétences. Il est peu probable qu'une commission parlementaire suffise à la tâche. Je pense qu'il faut donner un mandat propre au Vérificateur général du Québec. **Le gouvernement mandatera-t-il le Vérificateur général pour faire toute la lumière sur les causes des pertes dans les PCAA?**

Deuxièmement, le conseil d'administration, et en particulier son président, a un rôle crucial à jouer dans la gouvernance de la Caisse. Visiblement, le conseil d'administration qui était en place jusqu'en 2008 a sa part de responsabilité dans les mauvais résultats. Il est donc impératif de mettre en place un nouveau conseil d'administration fort et en qui les Québécois peuvent avoir confiance.

Malheureusement, la gestion du processus de nomination de M. Sabia soulève les plus grands doutes quant à l'aptitude du nouveau président du conseil. À mon avis, ce nouveau président a commis trois erreurs de jugement importantes. D'abord, il a omis



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE
Robert Tessier (à droite), président du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec, lors de la nomination de Michael Sabia à la tête de l'organisme le 13 mars dernier.

de rencontrer le second candidat de la courte liste. Ensuite, il a accepté qu'un ancien collègue du candidat sous examen soit l'un des quatre membres du comité des ressources humaines chargé de faire une recommandation au conseil. Enfin, ses déclarations publiques ont totalement miné la crédibilité du processus et, par voie de conséquence, la sienne.

Tant de maladresse remet en question sa capacité à occuper le poste.

Le président du conseil d'administration est-il à la hauteur?

Compte tenu de l'importance absolue du poste de président du conseil, il faut impérativement qu'il soit occupé par une personne possédant un jugement sûr, une indépendance au-dessus de tout soupçon et, idéalement, une compétence reconnue dans le domaine du placement; sinon, il y a un risque significatif quant à la gouvernance. Ceci m'amène à poser la question: **la Caisse a-t-elle un président du conseil à la hauteur de la fonction?**

Troisièmement, la Caisse, telle qu'elle existe, représente pour ses déposants un important risque de

concentration puisque tous leurs dépôts sont dans les mains de la même équipe de gestion. Les régimes publics de retraite devraient avoir la même possibilité et la même sagesse que les régimes privés, à savoir celles de partager la gestion de leurs actifs entre plusieurs gestionnaires de fonds différents et indépendants. Bref, le monopole de la Caisse sur ses déposants n'est ni sain ni souhaitable. Là comme ailleurs, la concurrence et la diversification ne pourraient qu'être bénéfiques.

Il faudrait donc envisager soit de scinder la Caisse, soit de créer un nouvel organisme public, soit de permettre aux déposants de confier directement la gestion d'une partie de leurs avoirs à des gestionnaires privés. **Le gouvernement permettrait-il aux déposants de réduire leur risque de concentration en autorisant une autre option, publique ou privée?**

La Caisse a eu une gestion des risques défaillante. Cependant, certains risques liés à la gestion des fonds publics transcendent la Caisse et sont du ressort du gouvernement qui peut par ses décisions affecter le risque de gouvernance et le risque de concentration. Celui-ci a donc le devoir de faire les gestes qui minimiseront ces risques.

FORUM@LAPRESSE.CA

À pas de tortue

À voir pointer l'anémique souris dont le Forum mondial sur l'eau a accouché par ses palabres devant l'urgence de la situation, la culpabilité des individus est la seule chose qui semble bien se porter dans la réalisation d'une gestion plus responsable des ressources hydriques de la planète. Les porte-parole se succèdent devant les médias, pétris de bons sentiments, dénonçant notre consommation individuelle abusive, isolant le problème de l'eau comme on isole celui de la pauvreté des enfants, sans vraiment remettre en question ce qui sous-tend ces injustices: des modèles économiques qui engendrent et entretiennent les inégalités, les abus, la misère. Le problème avec la responsabilité individuelle, c'est qu'elle ne représente qu'une infime partie de la solution et son succès masque et reporte les décisions vraiment significatives.

France Marcotte,
Montréal

Le fromage

Michael Ignatieff me fait penser au carnivore dans la fable de La Fontaine, *Le renard et le corbeau*. Il semble tout simplement attendre que l'oiseau laisse tomber le fromage pour aller le ramasser (le pouvoir). Il faudra bien qu'un jour, ce descendant de l'aristocratie russe mette un peu plus de viande à ses propos, car jusqu'ici la carte du menu est plutôt courte. Et la présence de l'ineffable sous-chef Denis Coderre à la table ne présage pas une grande originalité dans les plats. C'est bien beau le pouvoir, mais il faut bien dire un peu ce qu'on veut en faire. C'est ça le jeu démocratique: il ne se limite pas à attendre que le fromage tombe dans les mains de ceux qui le veulent avec ardeur.

Michel Lebel,
Entrelacs

Mauvaise gestion



Le budget du gouvernement Jean Charest annonce des jours sombres pour nous, les contribuables québécois! Non seulement on nous enfonce dans la gorge une hausse de la TVQ et de tous les tarifs, on condamne aussi nos enfants à payer la grosse partie de la note salée des mauvaises décisions du passé. Il est inacceptable d'hypothéquer ainsi nos générations futures en laissant exploser la lourde dette du Québec dans les années à venir. Ce budget n'est pas qu'une réponse à un contexte économique difficile: c'est le résultat logique de six années de mauvaise gestion libérale. Ce gouvernement n'a pas su se faire de réserves et n'a jamais procédé à sa fameuse «réingénierie», promise en 2003. Ce n'est pas étonnant qu'il se retrouve sans le sou!

Jean Marois,
Lévis

Rien ne change

Je suis scandalisé par le rapport sur le décrochage scolaire: l'objectif est de faire passer de 69% à 80% le taux de diplômés. Autrement dit, si un enfant sur cinq n'obtient pas son diplôme, ce sera un succès. Et des 69% qui obtiennent leurs diplômes, combien n'auraient pas dû l'obtenir? Je suis révolté qu'année après année, il n'y ait aucune critique plus sévère de l'échec de notre système d'éducation publique et que rien ne change, au contraire. Les commissions scolaires n'acceptent aucune responsabilité, ni d'être objectivement évaluées. Les professeurs et directeurs sont rémunérés non pas au résultat, mais à l'ancienneté. Et on dit qu'il faudrait plus d'argent, bien entendu.

Sébastien Moquin

**1^{er} DES VENTES
AUTOMOBILES
AU CANADA^{††}**



FAITES UN CHOIX GAGNANT!

15 999 \$^{*}
ch.

**ÉCONOMISEZ À L'ACHAT ET À LA POMPE
SUR NOTRE TRIO DE VÉHICULES LES PLUS « HOTS » SUR LE MARCHÉ**

« AVEC SON CARACTÈRE,
ORIENTATION UTILITAIRE ET
DESIGN TRÈS TENDANCE,
LA CALIBER FAIT
SA MARQUE DANS LE
SEGMENT DES COMPACTES »
— L'AUTO 2009

**DODGE
CALIBER
SXT
2009**

Autoroute: 6,8 L/100 km (42 mpg)^Δ
Ville: 8,5 L/100 km (33 mpg)^Δ

★★★★★ Cote de sécurité 5 étoiles
de la NHTSA aux essais de collision frontale et latérale[‡]



CLIMATISEUR INCLUS



**JEEP
PATRIOT
SPORT
2009**

« LE PATRIOT,
PARTICULIÈREMENT
ÉCONOME »
— ÉRIC LEFRANÇOIS, LA PRESSE

Autoroute: 7,1 L/100 km (40 mpg)^Δ
Ville: 8,9 L/100 km (32 mpg)^Δ

★★★★★ Cote de sécurité 5 étoiles
de la NHTSA aux essais de collision frontale et latérale[‡]

LES PATRIOT ET COMPASS,
« DES VÉHICULES COMPACTS
ET POLYVALENTS... QUALIFIÉS
DE VUS NON HYBRIDES
LES MOINS GOURMANDS
DU MARCHÉ »
— LE GUIDE DE L'AUTO 2008

**JEEP
COMPASS
SPORT
2009**

Autoroute: 7,1 L/100 km (40 mpg)^Δ
Ville: 8,9 L/100 km (32 mpg)^Δ

★★★★★ Cote de sécurité 5 étoiles
de la NHTSA aux essais de collision frontale et latérale[‡]



ROUES EN ALUMINIUM ET PHARES ANTIBROUILLARDS INCLUS

**NOTRE ENGAGEMENT : VOUS OFFRIR DES VÉHICULES SÉCURITAIRES
ET ÉCONOMIQUES PROCURANT UN EXCELLENT RAPPORT QUALITÉ-PRIX.**

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE

L'acheteur avisé lit les petits caractères: * Ces offres d'une durée limitée s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des véhicules neufs 2009 sélectionnés. Les offres sont valides du 2 au 31 mars 2009 chez les concessionnaires participants. Les frais de RDPRM incluant les frais de registre (60 \$), les droits sur les pneus neufs (15 \$), le transport (1 350 \$), la taxe sur le climatiseur, l'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration du concessionnaire et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis. Les photos sont à titre indicatif seulement. Les offres s'appliquent aux nouveaux modèles Dodge Caliber SXT 2009 (23D), Jeep Patriot Sport 2009 (25D) et Compass Sport 2009 (25D). Les prix comprennent les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et aux consommateurs ainsi qu'une remise au comptant de 500 \$. Certaines de ces allocations seront déduites du prix négocié avant l'application des taxes et d'autres, après l'application des taxes. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. Δ Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2009 de Ressources naturelles Canada (RNCAN). Votre consommation d'essence peut varier. †† Selon les ventes d'automobiles/camions légers de février 2009. ‡ Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collision frontale et latérale. MD SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. MD Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC. et utilisée sous licence.

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge



chrysler.ca

jeep.ca

dodge.ca

